

éditorial

Quelle laïcité pour demain? | Pierre Galand 3

dossier - La gratuité a un prix!

la gratuité subversive | François Schreuer 5

L'actualité dans le piège du «gratuit» | La rencontre de

Stéphane Renard avec Jean-Jacques Jaspers 7

L'artiste précaire et l'adolescent obèse | Frédéric Young 9

L'honneur perdu de Max Havelaar | L'entretien de Jean Sloover

avec Paul Ariès 11

Enseignement - De l'incantation à la résignation? | Philippe Schmetz. ... 13

sciences

Les enjeux pour l'enseignement des sciences en Europe 15

Réchauffement ou refroidissement climatique? | Étienne Juvigné 16

europe

Le temps de refaire le monde | Pascal Martin. 18

monde

Chine: pas d'habits neufs pour la démocratie | Bruno Birolli 20

enseignement

Les files de novembre | Guy Vlaeminck 22

idées

François Meyronnis, ça ne sent pas le fagot! | Michel Grodent 23

De la banalité du mal au faux mystère des génocides | Michel Grodent ... 24

Une oubliée de l'histoire: Emma Goldman | Julien Dohet..... 26

Pour une déflation éthique | Patrice Dartevelle 27

société

Fin d'un modèle ou mise en scène de la démocratie? | Olivier Starquit 28

culture

Alechinsky - Sous le signe du serpent | Ben Durant 29

Béjart, du petit écran au Palais des Sports | Christian Jade 30

Vantongerloo - Un pionnier de la sculpture moderne | Ben Durant ... 31

Musée d'Ixelles - Un bel héritage de politique culturelle |

Christian Jade 32

agenda 33

9

17

29

Quelle laïcité pour demain?

Désireux d'ouvrir le débat aux lecteurs d'*Espace de Libertés*, permettez-moi, en ce début d'année, de partager avec vous mes préoccupations, mais aussi les ambitions que je partage avec un très grand nombre de responsables du CAL.

Très vite après mon élection en mars 2006, j'ai rencontré tant des membres de ce que j'appelle la laïcité organisée que des laïques sans relation avec le CAL, voire même hostiles à ce qu'ils considèrent comme l'Église des laïques.

Très vite aussi, j'ai pu observer que la laïcité organisée avait pris un coup de vieux. Il existe très souvent un gap générationnel entre ceux qui siègent bénévolement (merci à chacun d'eux) dans les conseils d'administration des 324 associations, régionales, fédérations du CAL-COM et les près de 400 permanents qui travaillent dans les associations.

De même, si les travailleurs sont souvent des travailleuses, lorsque l'on observe la composition des conseils d'administration, les hommes y sont très largement majoritaires.

Parmi les autres constats opérés, j'en retiendrai encore trois.

Si la laïcité organisée est dans l'ensemble très bien gérée et mobilise un nombre très appréciable de bénévoles —environ 10 000—, il y a un manque de cohérence et de cohésion dans l'ensemble de la laïcité organisée en Communauté française. Bien sûr, il faut préserver la diversité et la spécificité de cette laïcité mais l'un n'empêche pas l'autre.

Il en résulte un manque de visibilité et un déficit de communication et c'est ainsi qu'un nombre important de laïques —ensemble, nous représentons 25% de la population— ne se reconnaît pas dans une laïcité en mouvement.

Dernier constat, la laïcité belge, tout autant d'ailleurs que la laïcité française et latine en général, représente un courant minoritaire en Europe.

De nombreux acquis résultant des combats laïques pour la séparation Église-État et pour des avancées significatives sur le plan de la libre pensée et de la liberté de choix pour les individus —avortement, choix du partenaire, choix bioéthiques, etc.— sont aujourd'hui fragilisés dans l'espace européen. Il en est de même pour une série d'acquis en matière de services publics comme l'enseignement public de qualité, les soins de santé et les droits qui en résultent.

Il y a donc urgence à se projeter dans l'avenir et à engager avec toute la communauté laïque un vaste débat pour imaginer ce que doit être la laïcité et, dans les années à venir, comment agir en tant que libre-penseur, pour faire progresser notre humanité tant chez nous qu'au niveau européen et mondial.

Un plan stratégique en 7 points

Même si cela paraît ambitieux, il nous faut parler d'un plan stratégique et opérationnel permettant de relever de nombreux défis en vue de contribuer à la construction de cette société plus juste, plus égalitaire, plus solidaire voulue par nos pères.

C'est une nécessité absolue pour combattre les différentes formes organisées d'obscurantisme et de fondamentalisme qui gangrènent nos sociétés. Elles sont sources d'inquiétude et d'insécurité pour le plus grand nombre, mais parfois aussi d'attractions fatales pour des minorités fragilisées.

C'est une nécessité aussi car, s'il est vrai que nos sociétés européennes sont en voie de sécularisation, cela ne signifie absolument pas progrès automatique de la neutralité de l'État ni élargissement à l'ensemble de l'espace public. La tendance est plutôt à une présence de plus en plus marquante des institutions religieuses et des Églises au sein de nos sociétés, de l'espace public et institutionnel, notamment à l'Union européenne. Il n'est dès lors pas excessif de vouloir se doter d'un plan stratégique en vue de promouvoir nos valeurs laïques de progrès de l'humanité.

Pour ce faire, avec la Secrétaire générale Éliane Deproost et le Secrétaire général adjoint Jean De Brueker, j'ai proposé aux instances du CAL-COM de débattre des principaux axes¹ qui devraient donner sens et cohésion à notre travail commun, mais aussi visibilité et attractivité pour l'ensemble de ce que j'appelle le peuple laïque:

- Revisiter les valeurs laïques
- Construire des ponts entre la laïcité organisée et le peuple laïque
- Agir la solidarité: sortir de l'indifférence
- Garantir l'égalité, une question de droit
- Consolider le projet politique: la démocratie
- Construire une Europe citoyenne
- Renforcer la laïcité en Belgique et dans le monde.

Bien sûr toutes les propositions constructives pour améliorer nos propositions sont les bienvenues. Ce sera toutefois à l'assemblée générale du CAL-COM, en mars 2008, de se prononcer et d'adopter ce plan qui nous engagera pour le futur.

Un tel exercice ne suffira pas cependant à jeter des ponts vers l'ensemble des laïques de la Communauté Wallonie-Bruxelles. Une occasion s'offre à nous d'ouvrir le débat plus largement dans la perspective d'une grande Convention sur la laïcité qui se tiendra en février 2009.

L'assemblée générale du mois de mars 2008 sera donc aussi l'occasion du lancement de la Convention laïque 2009, soit l'opportunité donnée aux 10 000 membres actifs de la laïcité organisée d'aller à la rencontre de ce peuple laïque. Onze mois durant lesquels seront organisés de multiples échanges avec ceux et celles qui partagent nos valeurs et sont prêts à agir avec nous.

L'année 2008 nous offrira donc de nombreuses occasions de nous revoir et, je le souhaite, de travailler en commun. C'est l'un des vœux que je formule dès à présent, avec ceux plus classiques mais non moins importants, en ce début d'année, de bonheur et de réussite dans vos projets. ■

Pierre Galand
Président du CAL

¹ Voir la revue *Passerelles* du CAL-COM.

Si vous souhaitez vous procurer un exemplaire de *Passerelles*, prenez contact avec Amélie Dogot au 02.627.68.60 ou par email amelie.dogot@laicite.net ou encore surfez sur le site www.laicite.be

La rédaction d'*Espace de Libertés*
vous souhaite
une belle année 2008

dossier

LA GRATUITÉ A UN PRIX!

La diversité phénoménale de la gratuité est étonnante, et il y a de quoi s'y perdre. Pours'y retrouver, quelques balises: il s'agit d'un échange ne donnant pas lieu à un paiement. Mais aussi quelques illusions à casser: la quatrième saucisse gratuite à l'achat de trois, les journaux gratuits damant le pion à la presse payante, le téléchargement musical sur internet... cela fait-il vraiment l'affaire de tout le monde? Itinéraire à suivre dans les méandres d'un tabou: la gratuité n'existe pas, nous ne l'avons pas rencontrée.

La gratuité subversive	5
L'actualité dans le piège du «gratuit»	7
L'artiste précaire et l'adolescent obèse	9
L'honneur perdu de Max Havelaar	11
De l'incantation à la résignation?	13

Une alternative au marché

La gratuité subversive

Journaux gratuits, transports gratuits, magasins gratuits, adresse email gratuite, quatrième saucisse gratuite à l'achat des trois premières, enseignement gratuit,... La diversité phénoménale de la «gratuité» est étonnante; il y a de quoi s'y perdre. Tentative de clarification.

Intuitivement, nous définissons la gratuité comme la caractéristique d'un échange à sens unique. Les deux sens du mot «gratuit» déclinent cette définition. D'un objet ou d'un service, on dit qu'il est gratuit si on peut l'obtenir sans donner de l'argent en échange. D'un acte, on le dit, non sans une nuance dépréciative, s'il est dépourvu de motivation rationnelle; ainsi d'une insulte ou d'un crime dont la gratuité supposée accentuera le caractère odieux. Un échange gratuit aurait donc la particularité de ne pas créer de *lien* entre ses parties. Une telle définition, substantielle, est probablement trop rapide bien qu'étymologiquement fondée. Si le concept de gratuité n'est pas directement préhensible, c'est qu'il n'en est en fait pas un. La gratuité n'est qu'une caractérisation formelle qui s'applique de façon plus ou moins fortuite à divers processus sociaux, sans en unifier aucunement la diversité.

On ne fera donc pas l'économie d'un examen empirique des principales concrétions sociales désignées par le terme de «gratuit». Tenons-nous-en donc à la définition monétaire de la gratuité, celle d'un échange ne donnant pas lieu à un paiement. Ou, plus laconiquement encore, définissons la gratuité comme l'absence de simultanéité entre usage et contrepartie, quelle que soit la nature de l'un ou de l'autre. La gratuité ne s'identifie par exemple pas avec les *biens publics* théorisés par la science économique. Ceux-ci se caractérisent en effet par leur non-rivalité et par leur non-exclusion, deux caractéristiques que n'ont pas nécessairement les différentes formes de gratuité existantes.

La publicité

La première d'entre elles est une gratuité marchande, mise en place par le système publicitaire; ainsi d'un journal gratuit qui est «offert» dans une gare ou une station de métro. Des pans entiers de l'activité sociale et économique sont aujourd'hui financés par la publicité. Pour des secteurs comme le sport professionnel ou les grands médias, il n'est même tout simplement plus possible de vivre sans le recours à la publicité, dont la munificence semble étonnamment abondante. C'est que cette «gratuité» est en fait extrêmement rentable: nous en bénéficions en tant que spectateurs du grand spectacle qu'est le monde capitaliste, mais nous la payons en tant que consomma-

teurs; soit directement, même si personne n'est naïf au point de ne pas voir que la quatrième saucisse n'est pas *vraiment* gratuite; soit de façon un peu plus discrète, par exemple en vendant, selon l'expression consacrée, notre «temps de cerveau disponible» à des publicitaires ravis. Ce premier type de gratuité est donc factice, elle se paie. En fait, elle augmente même le prix payé, par l'organisation des postiches, cotillons et paillettes qui l'entourent habituellement.

Les ressources naturelles

Dès lors qu'on aura mis de côté la gratuité publicitaire au motif de sa facticité, d'aucuns objecteront probablement que la gratuité n'existe pas, *en fait*, au motif que «*tout finit par se payer un jour ou l'autre*». Il y a dans cette affirmation pourtant fréquente une prétention colonialiste surprenante par son ambition, un rêve mauvais et éveillé de l'assimilation du monde au microcosme marchand. Et le déni d'une réalité que nous expérimentons chaque jour: les rayons du soleil, l'air que nous respirons et l'eau pure du ruisseau, les éléments les plus indispensables à notre existence, sont gratuits, au sens que nous n'avons pas à payer l'usage que nous en faisons. Et si la jouissance de ces biens premiers est éventuellement menacée, ce n'est nullement en raison d'une fatalité, mais en raison de l'incapacité collective de l'humanité à protéger ce dont dépend sa survie.

On peut donc démentir les terriens *réalistes* qui veulent donner un prix à chaque chose, mais il est utile de s'attarder sur l'implicite de leur argument, sur ses présupposés – en particulier celui du caractère nécessairement exclusif et total de la possession d'un bien. Au contraire, la condition *sine qua non* de la jouissance par tous d'un bien —de sa gratuité— est dans certains cas la mise en place d'une forme de propriété commune sur ce bien. On pense par exemple au patrimoine commun que constitue le génome des plantes de culture; génome dont le maintien dans le domaine public est une condition à son utilisation libre par tous les agriculteurs.

L'économie numérique

Un troisième cas de gratuité semble être *de facto* né des technologies de l'information qui permettent la reproduc-

tion à l'infini d'un «bien numérique» (musique, logiciel, film,...) pour un coût marginal dérisoire au point qu'on peut dans bien des cas le considérer comme nul. Ce domaine ouvre des questions qui dépassent notre champ de réflexion. On remarquera toutefois qu'ici encore, la gratuité s'oppose à la mise en place d'*enclosures*, à la raréfaction artificielle d'un bien dont la nature permet l'abondance.

cun a les mêmes droits. Pour cette raison, parce qu'elle permet à chaque citoyen de se sentir égal de tout autre, la gratuité publique contribue de façon puissante à instaurer un espace commun, sur lequel on peut fonder une construction démocratique.

L'exemple parfait de ce type de gratuité, c'est celui de l'école publique, dont l'ouverture à tous a représenté une conquête sociale majeure non seulement en permettant aux enfants de la classe populaire d'accéder à ce lieu jusque-là inaccessible, mais aussi en mettant en place un espace public conférant à chacun une dignité égale.

Le don

Il existe enfin un dernier type de gratuité. Il s'agit d'une gratuité relationnelle, celle du don. C'est le cas le plus intéressant, le plus vaste aussi. Il concerne chacun d'entre nous qui pose un acte de générosité à l'égard d'autrui. Mais en même temps, il n'y a rien de moins gratuit, de moins absurde, que le don. Car le don, nous faisant prendre le contre-pied de l'intuition première, crée du lien, instaure des interdépendances entre les individus, est fondamental pour donner du sens à tout projet collectif. C'est l'univers du potlatch, du don et du contre-don: lorsqu'on fait un don, on attend toujours quelque chose en retour, ne serait-ce qu'un sourire. Et les expériences de don les moins personnelles, les plus apparemment gratuites, comme le don à l'étalage ou la pratique des magasins gratuits sont en fait souvent les tentatives les plus audacieuses de créer de nouveaux rapports sociaux entre les humains, plus conviviaux, plus respectueux des autres humains et de l'environnement...

Malgré leur hétérogénéité, les gratuités —à l'exception du cas de la publicité, donc, dont on a dit la particularité— semblent toutes avoir en commun une charge contestataire sous-jacente du système économique dominant. Sans doute parce que la forme sociale du marché est non seulement rigoureusement indissociable de la monétarisation des échanges —de la fixation d'un *prix* pour chaque échange— mais aussi parce que la gratuité dissout le lieu de confrontation entre offreurs d'une part et entre demandeurs d'autre part que constitue un marché. Les gratuités s'opposent également frontalement aux logiques de privatisation des patrimoines collectifs. Enfin, là où le marché crée de la conflictualité individuelle, les gratuités engendrent plutôt de la conflictualité collective et donc du lien politique et des communautés d'utilisateurs: agriculteurs, téléchargeurs, défenseurs de l'environnement, usagers des services publics,...

Les gratuités ont par conséquent une dimension fondamentalement subversive en ce qu'elles montrent ou rappellent qu'il existe d'autres formes d'échanges que le marché et d'autres modes de relations entre humains que la concurrence. ■

François Schreuer

La mutualisation

Un quatrième type de gratuité se caractérise par la socialisation du coût d'un bien ou d'un service. Elle concerne ainsi, entre autres, les services publics et se finance par l'impôt. Bien sûr, rien n'est donné, mais à la différence de la gratuité marchande, cette gratuité *socialiste* est (en principe) économique pour le citoyen: elle consiste en quelque sorte pour lui à acheter en gros au lieu d'acheter chacun pour soi. La mutualisation permet également une redistribution: tout le monde paie selon ses moyens (via la fiscalité) et reçoit selon ses besoins. En ce sens, elle permet d'augmenter l'égalité réelle entre les personnes.

La mutualisation permet également d'augmenter l'égalité symbolique: alors que des politiques sociales spécifiquement dirigées vers certains publics sont stigmatisantes, la gratuité généralisée instaure un espace dans lequel cha-

La rencontre de Stéphane Renard avec Jean-Jacques Jaspers

L'actualité dans le piège du «gratuit»

Qu'il s'agisse de *Metro* ou de sites internet, l'information «gratuite» est à la mode. Mais ce qui passe pour une victoire de l'actualité pourrait bien signer la défaite de l'info...
Décodage en compagnie de Jean-Jacques Jaspers, professeur de journalisme à l'ULB.

La mode du «gratuit» n'épargne plus la presse. Que faut-il penser du succès de *Metro*, diffusé dans les transports en commun?

Première remarque, le gratuit, cela n'existe pas. Ce qui n'est pas rémunéré par les recettes de la vente est couvert par d'autres sources de financement, et essentiellement par la publicité, directement ou indirectement. Or, les budgets de publicité et de marketing —qui sont, dans certains secteurs, extrêmement élevés— sont bel et bien financés par le consommateur via le prix d'achat. Cela dit, le phénomène de la gratuité tel que pratiqué aujourd'hui dans la presse, imprimée ou sur Internet, n'a pas que des inconvénients. Encore faut-il être conscient des enjeux et des risques.

A priori, *Metro* a un effet plutôt positif. Pourquoi? Parce que ce journal offre un accès à l'information à tous ceux qui n'achètent pas la presse payante, à ce que l'on pourrait appeler «le non-public» de la presse. Diffusé sur le chemin du travail, il permet à ces non-lecteurs de se rendre compte de ce qu'est l'information journalistique, de ses contenus et de ses modes d'expression. D'ailleurs, le succès de *Metro* est réel: avec 120.000 exemplaires diffusés chaque jour en 2006 pour la version française —chiffre en progression constante—, sa diffusion rattrape celle de l'ensemble des titres de Sud-Presse (*La Nouvelle Gazette*, *Le Meuse*, *La Capitale*, *Nord-Éclair*,...), elle dépasse celle de l'ensemble des titres de *Vers L'Avenir* et celle du *Soir*...

Redoutable concurrent?

Ce n'est pas certain. L'essentiel du lectorat de *Metro* n'a pas été volé à celui des quotidiens traditionnels, mais glané dans le public qui ne lit pas ces quotidiens. Le recul, ou le tassement, des tirages de la presse payante ne s'explique pas principalement, loin s'en faut, par le succès des journaux gratuits. De plus, n'oublions pas que ce sont les éditeurs de presse traditionnels qui y investissent: *Metro* est propriété des groupes Rossel (*Le Soir* et Sud-Presse) et Concentra (*Gazet van Antwerpen*, *Belang van Limburg*). *If you can't beat them, join them!* Si vous ne pouvez pas les battre, associez-vous à eux! La presse gratuite, cela rapporte, incontestablement. Rossel avec *Vlan* ou *7 Dimanche* et les Éditions de l'Avenir avec *Passe-partout* en savent quelque chose.

Le contact avec un gratuit ne se concrétise pas, en tout cas, par de nouveaux lecteurs pour la presse payante.

Il est clair que le lecteur-type de la presse quotidienne, désormais, a en moyenne la quarantaine bien sonnée. Les jeunes ne lisent plus «le journal» en Belgique francophone. Mais ne sous-estimons pas *Metro*: on n'y trouve pas que de l'info «people», mais aussi et surtout de l'actualité sociale, politique, économique, internationale, culturelle... Cela peut donner envie aux jeunes de garder le contact avec l'information dite sérieuse et d'en consommer davantage; mais s'ils le font, ce sera sans doute plutôt par le biais de leur média de prédilection: Internet.

Internet n'est-il pas l'autre grande illusion en matière d'info «gratuite»?

Il y a effectivement beaucoup de remarques à faire sur ce plan. Les sites d'information en ligne lancés par la «grande» presse sont, pour la plupart, des sites déficitaires: ils coûtent cher en équipement et, bien plus encore, en personnel, c'est-à-dire en journalistes (même si l'apparition d'Internet dans les rédactions se solde en général, à terme, par des pertes d'emploi). Les éditeurs sont présents sur la toile car ils ne peuvent pas ne pas y être, par crainte de rater le tournant. Mais ils ne savent pas où cela va les mener. En revanche, une entreprise ne peut pas perdre de l'argent indéfiniment. Elle doit donc trouver des sources de financement pour l'information «gratuite». On a bien essayé la consultation payante, notamment des archives des journaux, mais cela n'a pas vraiment fonctionné car le public d'Internet n'est pas habitué à payer pour du contenu. Il y a la publicité, bien sûr, et ces fameux «pop-up» qui s'ouvrent sur votre écran. Mais, là aussi, le système a ses limites: trop fréquent, il peut s'avérer contre-productif. De plus, l'internaute risque de faire une confusion regrettable entre communication publicitaire et information journalistique.

© St. Renard

Jean-Jacques Jaspers: «La multiplication de l'info "gratuite" finira par éteindre tout esprit critique chez l'utilisateur, notamment, d'Internet».

D'autant que les éditeurs sont peu regardants sur ce plan...

D'autres pistes sont, effectivement, en train d'être explorées, notamment aux États-Unis et en France. Pour financer leurs sites Internet, des éditeurs vendent du contenu informatif à des portails purement commerciaux, qui se donnent ainsi une façade de plus grande respectabilité: les deux tiers de l'écran sont occupés par une gamme de produits tandis que, sur le côté, une colonne d'informations d'actualité ajoute une «crédibilité» à l'ensemble. Autre tendance: l'ajout, dans un très sérieux texte d'information, de liens hypertextes vous renvoyant vers des sites commerciaux. Vous consultez un article sur l'écotourisme et vous vous retrouvez, en cliquant sur un lien, en direct dans le prospectus d'une agence de voyage.... Ou encore, les accords passés entre des éditeurs d'information et des sites de vente en ligne: l'éditeur vend au site commercial des données sur ses lecteurs (combien de fois M. Untel a cliqué sur telle ou telle rubrique, ce qui permet de déterminer son profil), afin que le site de vente puisse pratiquer un marketing direct plus ciblé pour ses produits ou ses services.

On aurait pu espérer l'inverse...

Je suis désolé de déplaire à certains admirateurs inconditionnels du Web et de ses «immenses potentialités», mais il faut rappeler deux vérités fondamentales, sous peine de confusion intellectuelle. D'abord, rappelons que journaliste, c'est un métier (même si certains éditeurs de presse semblent l'oublier), un métier complexe, qui s'apprend, qui a ses règles professionnelles propres et qui suppose un grand sens des responsabilités. En second lieu, contrairement au journaliste professionnel, l'internaute «de base» n'est pas outillé pour faire le tri, décoder, recouper tout ce qui est véhiculé «gratuitement» sur la Toile. Il est bien là, le défi. Reprenons le cas de *Metro*. Quel que soit le jugement porté sur le produit, son contenu est élaboré par une équipe de journalistes: il est donc validé par des professionnels. Ils traitent l'info, certes sommairement, mais celle-ci est sélectionnée, hiérarchisée, titrée, illustrée... De même, les sites officiels en ligne de quotidiens ou de newsmagazines sont validés par des journalistes professionnels. En revanche, on trouve aussi sur Internet des milliers de sites gratuits d'informations nullement validées et dont on ne connaît absolument pas la source.

Vous faites allusion au Web.2?

Absolument. Le développement du Web.2, des blogs et autres sites personnels constitue peut-être une grande avancée dans le domaine de l'expression, mais, sur le plan de l'information, c'est une catastrophe: on rencontre tout et n'importe quoi. Internet constitue une gigantesque caisse de résonance où circulent en temps réel toutes les rumeurs et tous les mensonges, et où les technologies informatiques multimédias permettent toutes sortes de manipulations. Y compris en matière de photo et d'audiovisuel.

Mais, même sur les sites professionnels d'information en ligne, il existe un risque de dérive. Le gestionnaire d'un site Internet peut vérifier, en temps réel, le succès d'audience de telle ou telle rubrique, de tel ou tel article auprès des Internauts, selon le nombre de «clics». Les patrons de presse étant désormais le plus souvent des managers plutôt que des journalistes, on imagine aisément les pressions qui vont naître pour écarter du site tout ce qui n'atteint pas un «taux de visite» suffisant, avec pour conséquence un appauvrissement des contenus. De plus, le format Internet, qui exige des textes courts, exclut les longues analyses et les documents fouillés, du moins dans des sites qui doivent retenir immédiatement l'attention. On va donc tout droit vers une accentuation du «marketing éditorial», c'est-à-dire du formatage de l'information en fonction de son potentiel vendeur. Et à ce jeu, c'est toujours l'info divertissante qui gagne sur l'info de fond. Mais cela, ce n'est plus propre à la presse gratuite... ■

Stéphane Renard

L'artiste précaire et l'adolescent obèse

Le concept de «gratuité» de l'accès aux biens artistiques touche intimement aux contradictions des sociétés démocratiques libérales, industrielles et mercantiles, fondées sur des utopies généreuses que leurs systèmes économiques et de reproduction démentent quotidiennement. Il est urgent de penser autrement les échanges culturels de demain car, d'un côté, les artistes subissent la précarité économique, alors que de l'autre, poussé de partout à surconsommer les réseaux et unités de stockage numériques, le citoyen-consommateur culturel s'étouffe dans une «grande bouffe», sans les moyens de se payer un comportement d'adolescent obèse.

Depuis quelque temps, le thème de la gratuité agite les milieux culturels, académiques et politiques. L'artiste peut-il faire don de son œuvre à l'humanité? Les musées doivent-ils être gratuits un jour par mois? Les travaux universitaires seront-ils pré-publiés et accessibles librement pour tous? Les artistes en résidence sont-ils vraiment propriétaires de leurs œuvres? Les *Creatives Commons* (voir infra) sont-ils la seule réponse au piratage massif sur internet? Le Web est-il encore une communauté d'usage? La gratuité est-elle indispensable à la démocratie culturelle? Les questions sont innombrables. Commençons donc par la plus élémentaire.

Pourquoi faut-il payer pour accéder à un bien artistique?

Depuis que s'est instaurée une division du travail, les êtres humains échangent des biens et des prestations, parfois en nature, et le plus souvent en argent. Selon les anthropologues, cette forme d'organisation sociale permet les phénomènes d'«accumulation».

Auparavant, les pratiques artistiques s'inscrivaient au sein même de toutes les autres activités humaines. On chantait et dansait au champ, on sculptait ses outils, on peignait son habitat. On n'accumulait guère: produire et consommer des valeurs d'usage allaient de pair, sans autre «surplus» que ces vivaces cultures populaires, transmises de génération en génération.

Dans une société libérale industrielle telle que nous la connaissons, tous les acteurs culturels se sont professionnalisés. Et la culture s'est mercantilisée. Elle se capitalise. Ainsi les droits sur les livres des plus prestigieux auteurs de polars du XX^e siècle appartiennent-ils désormais à un fonds de pension anglais...

Les artistes dépendent à présent pour leur survie des revenus découlant de la création et de l'exploitation de leurs œuvres ou prestations. Leurs autres ressources leur vien-

nent de leur famille, des aides publiques qu'ils grappillent, voire souvent de la solidarité sociale (chômage et aides sociales). L'artiste professionnel, tout comme le chercheur, le professeur ou l'avocat, utilise son temps de travail et sa créativité intellectuelle comme valeur d'échange. Il en vit et entretient ainsi sa famille. La gratuité de l'exploitation des œuvres ne peut être pour lui que l'exception dans son

© AFP

«Google a inventé un modèle qui tire sa richesse du fait même que sa matière première principale, les pages Web, est appropriée et relancée «gratuitement» vers l'internaute».

activité professionnelle. Car dans leur immense majorité, les artistes sont pauvres. Et dans un état social précaire. Ce n'est pas un point de vue, c'est un fait statistique.

À y regarder de plus près, il apparaît d'ailleurs que les créateurs ont d'autant moins la possibilité de baisser la

«Diffusé sur le chemin du travail, Metro permet à des non-lecteurs de se rendre compte de ce qu'est l'information journalistique, de ses contenus et de ses modes d'expression».

L'illusion de l'info gratuite ne travestit-elle pas l'image du journaliste? Ne réduit-elle pas à néant la plus-value apportée par celui-ci: décodage, hiérarchisation, mise en perspective?

Il est clair que la confusion croissante, voulue par les éditeurs, entre l'information et la publicité, pour des raisons strictement économiques, finit par dévaloriser le rôle du journaliste, qui perd de sa crédibilité et voit sa spécificité professionnelle remise en question. Le défi majeur, désormais, est d'inventer un modèle économique qui permette la viabilité de l'information sans que celle-ci soit sans cesse dépendante uniquement de la publicité. Et le défi pour la profession est de résister à cette dérive.

Donner l'habitude de l'info «gratuite» en faisant croire qu'elle l'est, alors que nous savons qu'il n'en est rien, est un vrai problème. La multiplication de l'info «gratuite» finira par éteindre tout esprit critique chez l'utilisateur, notamment, d'Internet.

valeur d'échange de leurs œuvres que leur temps de création, précisément, n'est pas ou mal rémunéré.

Si l'on examine l'économie du livre par exemple, il est frappant de constater que cette immense industrie «met en livre» et commercialise des œuvres dont, le plus souvent, elle n'a pas financé le temps d'élaboration, d'écriture.

Idem dans le domaine du théâtre: les revenus des auteurs découlent des seules «recettes-guichet» aléatoires, là où les autres professions vivent le plus souvent des subsides.

Cela étant mis au point, le paiement d'un bien culturel ne suffit pas, bien sûr, à garantir que son auteur soit associé à ce

revenu, et encore moins qu'il le soit de façon équitable.

Hors la gestion collective qui crée (normalement!) un lien direct entre l'auteur et les revenus générés par l'exploitation de son œuvre, la «chaîne des droits» s'avère tellement longue, complexe et désavantageuse que la remontée de recettes vers le créateur s'avère souvent désespérante.

Gratuité donc. De quoi? Pour qui? Pourquoi?

De quoi? L'obligation de gratuité semble se répandre pour annuler la valeur d'échange des seules œuvres artistiques, ou ouvrages intellectuels en général. Étonnamment, cette obligation ne s'adresse pas à l'ensemble de la chaîne professionnelle impliquée dans la création —production— diffusion des œuvres.

Lors du débat sur la «gratuité» des bibliothèques publiques prétendument menacée par l'introduction dans le droit d'auteur européen d'une rémunération destinée aux auteurs et éditeurs des œuvres prêtées, nul ne semblait s'offusquer que ces derniers soient les seuls à ne pas bénéficier, dans ce service public, de revenus décents, de niveau «professionnel», alors que bibliothécaires et fournisseurs de tous types y accédaient depuis belle lurette.

Pour qui? L'obligation de gratuité est destinée avant tout aux «consommateurs», c'est-à-dire aux clients des réseaux, des infrastructures, et des fournisseurs de matériel électronique de copie et de communication. La «gratuité» des œuvres prend tout son sens moderne dans leur univers marchand. Elle est argument de vente pour d'autres biens.

Nous assistons donc dans les pays industrialisés à une orgie de consommation, avec des consommateurs boulimiques, avalant sur leurs Ipods-MP3 des dizaines de milliers de chansons, des milliers d'images, des centaines de films et séries télévisées. Plus qu'ils ne pourront jamais écouter, regarder, aimer. Étrange besoin conditionné qui transforme les amateurs en obèses angoissés. Imaginez que chaque œuvre doive être payée, même à 0,99 €, même à moins... À quelle tranche de la population serait *de facto* réservé l'usage de ces bijoux technologiques aux disques durs gigantesques?

Mais la «gratuité» peut être destinée aussi aux publics des institutions culturelles parapubliques, soumises à de nouvelles exigences en terme d'audience. La baisse des

prix d'accès devrait en théorie aider à hausser les fréquentations, justification libérale de la subvention. Et comme dans de nombreux cas, ce prix sert d'assiette de calcul à la rémunération des créateurs...

Pourquoi? L'obligation de gratuité semble avoir désormais pour motivation principale la dynamisation de la croissance économique, ou l'impossibilité pratique d'endiguer le piratage sans porter atteinte au développement technologique. La promotion de la diversité et de la démocratie culturelles n'est que de plus en plus rarement invoquée.

Elle peut aussi correspondre à une tentative de groupes militants souhaitant échapper aux pratiques commerciales des grands oligopoles de l'industrie du disque, ou de l'édition scientifique, par exemple.

Un monde gratuit

Ainsi, la «gratuité» moderne n'est pas, ne peut pas être le retour à ce monde idyllique, où *prévalaient* les échanges culturels non marchands; le temps, si cher à Marcel Hicter¹, d'avant l'aliénation industrielle et mercantile des êtres humains.

Le monde techno-marchand achève de se globaliser, de se désenchanter, imposant partout ses normes, son unique référentiel symbolique à toutes les activités humaines. Jacques Attali nous avait alertés à ce sujet il y a près de trente ans dans son ouvrage *L'ordre cannibale*². Qu'on le veuille ou non, le concept de «gratuité» est inextricablement lié au monde du commerce. Sans entrer ici dans les détails juridiques, les *Creatives Commons* (CC), initiative passionnante, apparaissent à l'usage comme condamnés à l'échec en raison de l'impossibilité qu'il y a de fonder désormais une distinction fiable entre activités commerciales et activités non commerciales, sauf à assimiler gratuit et non-commercial. Une fausse parenté de toute évidence. L'utilisation, qui est souvent mise en avant, des CC comme vecteur promotionnel en vue d'activités marchandes ultérieures achève d'ailleurs de brouiller définitivement les cartes. «Soyez gratuit aujourd'hui... pour mieux vous vendre demain», amusant paradoxe!

C'est une autre version de la même idée («ce qui est gratuit se vend bien») qui soutient le premier modèle économique de Google. S'immiscant par un algorithme désormais historique entre l'internaute et l'objet probabiliste de sa recherche parmi les milliards de pages du Web, en laissant son regard photographier un écran bordé de publicités dissimulées sous l'apparence de liens supplémentaires, Google a inventé un modèle qui tire sa richesse du fait même que sa matière première principale, les pages Web, est appropriée et relancée «gratuitement» vers l'internaute. L'intégralité du revenu publicitaire restant réservée à Google bien sûr! D'où les réactions de plus en plus courroucées des créateurs et éditeurs. Et l'établissement de premiers accords, d'un modèle différent, permettant de générer une rémunération pour les ayants droit, rescapés un peu hargnés d'un génial coup de dé technologique.

Ainsi, le monde techno-marchand étend inexorablement son emprise sur la culture. Ce qui n'ôte rien aux actions généreuses, aux dons sincèrement gratuits, aux gestes militants qui lui échapperont toujours. Et cette générosité-là n'aura jamais... de prix. ■

Frédéric Young

Délégué général pour la Belgique de la SACD* et de la SCAM**

L'entretien de Jean Sloover avec Paul Ariès

L'honneur perdu de Max Havelaar

Toute société repose sur un interdit; la gratuité serait-elle le tabou de «l'hypercapitalisme»?

Ceux qui déplorent que l'utopie a fui l'époque peuvent, pour se consoler, lire Paul Ariès. En appelant à une grève générale de la consommation¹, l'essayiste ne nous propose en effet rien d'autre qu'un projet politique original mais qui, en ces temps de vie chère, semble hors de portée. Certes, la consommation «éthique» est en vogue. Mais les emplettes politiquement correctes ne trouvent pas grâce aux yeux d'Ariès. Faire des achats «citoyens», martèle-t-il, c'est consommer quand même: on opte pour «Max Havelaar» comme on choisit le logo d'une marque! En clair: «l'alter-consommation», la consommation «éthique», «équitable» n'est pas un moyen inefficace de mettre à bas «l'hypercapitalisme»... Pour l'éradiquer une bonne fois, étrangler sa «*junkproduction*» d'objets «inutiles», «nuisibles», «toxiques», «volontairement fragilisés», «destructeur de la nature» et agir en véritable «consom-acteur», il n'y a, dit-il, qu'une seule voie: ne plus consommer du tout...

Paul Ariès, vous situez votre appel à une grève générale de la consommation dans le cadre d'un mouvement social durable pour l'extension de la sphère de la gratuité?

Le terme de grève générale de la consommation est bien sûr une provocation... à penser et à agir. Le terme de consommation —comme la notion de produit intérieur brut— est une formule piège, un mot poison. Il permet, en les agrégeant, de naturaliser des phénomènes qui relèvent de logiques différentes. On dit que la société de consommation serait une société où l'on consomme davantage que dans une autre alors que c'est une société où l'on apprend à entretenir d'autres types de rapports aux objets. On ne consomme pas une serpillière: on l'utilise. La consommation est donc le règne de l'échange contre l'usage. Nous devons inverser ce mode de pensée et soutenir que la société d'avant la consommation n'est pas tant une société «sans» —sans objet, sans plaisir, etc.— qu'une société «avec»: avec des usages différenciés, avec des cultures différenciées, avec des objets socialisés et sexués...

Vous entendez développer un discours politique qui oppose —notamment— la gratuité à la vénalité. La notion de vénalité implique un mépris des valeurs morales. Tout ce qui est cédé contre de l'argent serait-il, à vos yeux, contraire à la morale?

Il ne s'agit nullement de condamner l'argent d'un point de vue moral ou religieux, mais d'examiner la façon dont il fonctionne dans notre société non seulement aux plans économique et sociologique, mais aussi au plan psychologique. Notre modernité a sombré dans la démesure, dans ce que les Grecs anciens nommaient l'*hybris*. Nous avons perdu la

capacité de nous donner le sens des limites. Un individu incapable de se fixer des limites va nécessairement les chercher dans le réel: conduites à risque, toxicomanie, suicide. Une société incapable de se donner des limites va aussi nécessairement les chercher dans le réel: réchauffement planétaire, épuisement des ressources, explosion des inégalités. La grande question est donc bien de renouer avec cette aptitude à nous donner des limites. Or l'argent, qui représentait autrefois la nécessité de donner pour avoir —et qui, donc, symbolisait notre non-toute-puissance—, est devenu, avec l'hypercapitalisme, le signe de cette même toute-puissance puisque tout, désormais, s'achète.

Une posture religieuse

La gratuité est-elle le «tabou majeur» de la société d'hypercapitalisme et d'hyperconsommation?

Toute société repose toujours sur un interdit majeur qui lui permet de se structurer, de se suturer. L'interdit majeur de la monarchie fut le régicide; celui du capitalisme ancien, le vol. L'hypercapitalisme érige la gratuité au rang de nouveau tabou, contrairement au vieux capitalisme qui acceptait un secteur gratuit dans ses marges, qu'il soit confessionnel ou lié à l'État social. Un mouvement anti-gratuité est en train de se développer aux États-Unis sur le modèle de la tolérance zéro. Je suis donc convaincu que c'est de cette question qu'il faut partir pour rouvrir le champ des possibles: défendre les gratuités existantes mais aussi en inventer de nouvelles face à la crise environnementale. Défendre les gratuités existantes, c'est-à-dire les services publics et les biens communs. Et en inventer de nouvelles pour concilier les contraintes environnementales avec notre souci de justice sociale, ce qui est possible si nous acceptons d'opposer le bon usage des choses à leur mésusage.

Vous soutenez effectivement l'idée que pour sortir de «l'hypercapitalisme», il faut que les gens redeviennent des «usagers». Que recouvrent exactement les notions d'usage et de mésusage?

Il n'y a pas de définition objective ou moraliste de l'usage et du mésusage, mais une approche politique: est usage ou mésusage ce que la société reconnaît comme tel à un moment donné. Pourquoi payer son eau le même prix pour remplir

Défendre les gratuités existantes, c'est-à-dire les services publics et les biens communs. Et en inventer de nouvelles pour concilier les contraintes environnementales avec notre souci de justice sociale.

1 Autrefois directeur général de la culture française en Belgique et théoricien de la culture. Cf «Culture ou cultures?» de F. Lebon in *Espace de Libertés* n°359 (décembre 2007) - <http://www.fondation-hicter.org/fr/index.html> - On peut ici aussi faire référence à l'excellent penseur André Gorz.

2 Éd. Grasset 1979.

* La Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) est la plus ancienne des sociétés de gestion collective des droits d'auteurs. Elle s'attache à percevoir et répartir les droits des quarante-quatre mille auteurs membres de la SACD représentant les répertoires du spectacle vivant et de l'audiovisuel de fiction: auteurs de théâtre, chorégraphes, metteurs en scène, compositeurs, réalisateurs, scénaristes... Elle se consacre à la défense des intérêts matériels et moraux de la profession tout entière www.sacd.be; www.sacd.fr

** La Société civile des auteurs multimédia (SCAM) perçoit et répartit les droits de 20 000 auteurs représentant les répertoires du documentaire de création [sonore comme audiovisuel], du reportage et du journalisme audiovisuel en général, de toutes les formes de création écrites et dessinées. www.scam.be; www.scam.fr

1 *No Conso, Manifeste pour la grève générale de la consommation*, éditions Golias, 260 pages. L'auteur, professeur de science politique, d'histoire et de sociologie de l'alimentation se présente comme un spécialiste de la mondialisation. Il dirige le périodique *Le Sarkophage*, nouveau journal d'analyse politique qui entend combattre tous les «sarkozysmes».

Gratuité dans l'enseignement

De l'incantation à la résignation?

L'école grève lourdement le budget familial. En dépit des grands principes.

La gratuité est, sans conteste, une condition de la démocratisation de l'école. Une condition sine qua non, mais insuffisante: pour ouvrir les portes de toutes les filières d'enseignement à tous les enfants, quelle que soit leur origine socioéconomique, et tendre vers une égalité de résultats, il faudra aussi s'attaquer aux autres mécanismes de la ségrégation. Mais concentrons-nous aujourd'hui sur la gratuité, dont le «principe» est cycliquement invoqué par le politique alors qu'elle ne figure même plus à son agenda.

Dès 1831, la Constitution belge affirme que «l'accès à l'enseignement est gratuit jusqu'à la fin de l'obligation scolaire». Une ambition reformulée en 1958, quand le Parti social chrétien, le Parti socialiste belge et le Parti libéral, nageant il est vrai en pleine euphorie des trente glorieuses, signent un Pacte scolaire et désirent «l'expansion démocratique de l'enseignement», «une politique généreuse et hardie», «l'affectation de crédits budgétaires et d'une part du revenu national correspondant à l'importance et à la valeur des objectifs poursuivis». Le texte annonce notamment la gratuité de l'école aux niveaux gardien, primaire et secondaire (suppression de tout minerval, délivrance des livres et objets classiques dans le fondamental, extension du régime des bourses d'étude dans le secondaire). L'investissement —réel—de l'État dans les années 60 et 70 va rendre l'école accessible à une masse d'enfants qui ne l'auraient pas fréquentée auparavant. En 1997, la donne est bien plus morose. La Communauté française, désormais compétente en la matière, est exsangue et ne dispose d'aucun pouvoir fiscal. Ce qui se traduit, dans le Décret «Missions», par un grand écart: si le «principe de gratuité» est réaffirmé, c'est pour mieux admettre une longue liste d'exceptions exigibles. À peu près tout ce que les écoles réclamaient déjà aux parents se trouve désormais légitimé. Et certaines d'entre elles vont s'en donner à cœur joie. Au point qu'alertée par diverses études, la Communauté décrète en 2002 des dispositions régulatrices dans l'espoir —minimaliste— d'au moins mettre un terme aux excès les plus criants. Les établissements doivent annoncer en début d'année le montant des frais scolaires, qui doivent être débattus en conseil de participation; certains frais sont obligatoirement à charge des écoles, les frais de photocopies plafonnés... Ces mesures ont-elles ramenées les dépenses des ménages dans des limites raisonnables? La réponse est clairement négative.

L'école, ça coûte

Pour preuve, la conclusion de l'enquête publiée en 2006 par la Ligue des Familles¹: l'école grève lourdement le budget familial. Un tribut croissant avec le niveau de sco-

larité. Ainsi, une année coûte en moyenne 300 € par enfant en primaire, et 495 € dans le secondaire libre.

Pourtant, la Ligue s'en tient à une définition restrictive du coût scolaire, ne prenant en compte que les frais de support pédagogique (journal de classe, photocopies, fournitures, manuels, documentation, éventuels cours payants), les frais administratifs (assurance, frais d'inscription, homologation de diplôme, frais de fonctionnement de l'école, association de parents) et les frais de projets et activités (sports, expositions, théâtre, cinéma, activités caritatives, soupers, fêtes de l'école, tombolas, classes vertes, voyages de rhéto...). Il ne s'agit donc que de frais directement liés à l'apprentissage, à la gestion de l'établissement et à la vie collective de la classe et de l'école. Or on sait que l'école coûte bien plus que cela. Il y a aussi tous les frais d'organisation de la famille autour des contraintes scolaires: transports, garderies, collations, cantine, surveillance de midi, articles de confort et d'hygiène (mouchoirs, lingettes, salopette, tablier), cours particuliers, logopédie, accompagnement médico-psychologique, etc. Ces frais, souvent inévitables, viennent bel et bien alourdir la facture.

La Ligue note encore qu'une part importante des dépenses, consenties par les parents parce qu'ils les perçoivent comme obligatoires, n'en est pas moins illégale. Les responsables de l'étude parlent de confusion généralisée... et d'hypocrisie.

Une sélection qui ne dit pas son nom

Certains objecteront que cette étude a été menée auprès de familles relativement stables sur le plan socioéconomique, un échantillon plus représentatif du coût des établissements d'«élite» ou socialement mixtes que de celui des écoles «ghettos». Il serait tentant de se dire que la situation est moins grave dans les écoles fréquentées par les enfants d'origine populaire. Et de s'en réjouir. Mais, loin de nous rassurer, cette réalité nous inquiète: les frais de scolarité élevés de certains établissements agissent bel et bien comme des instruments —plus ou moins volontaires— de sélection sociale.

Certains résultats de l'enquête PISA² en attestent. Selon les chefs d'établissements eux-mêmes, dans l'enseignement officiel, 3% du budget de fonctionnement viendrait des parents, 9% dans le libre. Cette contribution des parents s'élèverait à 11% dans les écoles au public le plus «riche», pour à peine 3% dans les 25% d'écoles au public le plus «pauvre»³. Du simple au triple. Ainsi, aux facteurs sociologiques, culturels, pédagogiques, voire religieux, qui, dans notre quasi-marché scolaire, alimentent la ségrégation sociale, il faut ajouter une brutale barrière financière.

refoulé le souvenir». Ce quelque chose, c'est quoi?

La société de consommation n'a pu se développer qu'en cassant cultures populaires et modes de vie traditionnels. On opposait autrefois le porc ouvrier, le lapin paysan et le veau bourgeois: tout le monde consomme aujourd'hui du poulet mais, pour une minorité, il s'agit de poulet fermier et pour les autres de poulet de batterie... La culture populaire est devenue ainsi un sous-produit de la culture dominante; elle a perdu sa dignité. L'agression publicitaire porte en cela une responsabilité considérable non seulement en faisant accroire que le bonheur c'est la consommation —comme si posséder sept paires de baskets permettait de courir sept fois plus vite...—, mais aussi en soutenant l'idée qu'il serait possible de compenser la perte des repères, des valeurs, des identités par la consommation de produits de marques —notamment de marques vestimentaires—, marques qui se sont mises à fonctionner comme des béquilles pour des individus en souffrance. Notre objectif est donc d'en finir avec la logique de la consommation, celle du «toujours plus» indifférencié, pour renouer avec la figure nécessairement multiple de l'usager maître de ses usages et du citoyen.

N'est-il pas paradoxal d'évoquer une grève de la consommation à l'heure où les inégalités socioéconomiques se renforçant, de plus en plus de gens ont du mal à acquérir les biens de première nécessité? Quel écho aura votre invitation à limiter volontairement leurs besoins, à adopter un mode de vie minimaliste, frugal, auprès de tous ceux toujours plus nombreux qui ont du mal à boucler le mois?

La grève de la consommation c'est-à-dire le fait d'en finir avec l'illusion de la croissance illimitée devrait d'autant plus recevoir le soutien des «gens de peu» qu'elle suppose une redistribution des richesses. Deux chiffres suffisent à s'en convaincre: alors que 20% des humains s'approprient 86% des ressources naturelles, six milliards d'humains vivant comme nous serait une charge impossible à supporter par la Terre. Notre mode de vie occidental n'est tout simplement pas soutenable! Nous prenons toujours plus sur la part des plus faibles, notamment de ceux qui n'ont pas la parole puisqu'ils ne sont pas encore nés. Notre planète n'est pas trop pauvre pour nourrir ses enfants: 4% de la richesse des 250 plus riches permettraient de donner accès à l'ensemble des besoins de base à toute la population de la planète. La question n'est donc pas de faire grossir le gâteau. Elle est d'en changer la recette: que produire pour quels usages?

Remplacer les diverses formes de consommation par la généralisation du champ de la (quasi) gratuité postule, écrivez-vous, l'invention d'une culture de la gratuité. De quoi s'agit-il?

La gratuité suppose le développement d'une véritable culture de la gratuité et du bon usage. Pourquoi s'en étonner: la société marchande a eu besoin d'imposer une culture de marché. Sans culture de la gratuité: nous serons malheureusement confrontés à des vols, des abus, des destructions... Cette culture —comme toute culture— sera faite de rituels, de symboles et d'institutions. Mais elle ne part pas de rien: elle existe déjà largement dans la société. Notamment dans les rapports familiaux, amoureux, amicaux, associatifs, coopératifs. Elle ne demande qu'à se développer... ■

© Archives du Groupe Delhaize

Exposition «Supermarché d'Europe (1957-2007)», organisée par le CIVA et le Groupe Delhaize en partenariat avec La Cambre Architecture (Europalia-Europa), place Flagey, 1050 Bruxelles – jusqu'au 24 février 2008 – infor@civa.be
La foule des grands jours, pour l'ouverture en 1959 du supermarché Delhaize, avenue Chazal (Bruxelles). Les années 50 seront celles de l'émergence de la consommation de masse.

sa piscine privée ou faire son ménage? Pourquoi payer son électricité, ses déplacements... le même prix pour ce que la société considère être un usage normal et ce qu'elle regarde comme un gaspillage? Puisque l'eau potable va devenir un bien précieux: ne faut-il pas rendre son bon usage gratuit et renchérir, voire interdire son mésusage? Ce nouveau paradigme est à même de dessiner une alternative à la victoire de l'hypercapitalisme. Mais il a aussi le grand mérite de rendre la parole au peuple et aux usagers plutôt qu'aux consommateurs.

Notre mode de vie occidental n'est tout simplement pas soutenable!

Vous considérez aussi que consommer «éthique», «équitable», «citoyen» est une pratique qui provient du champ religieux. «L'alterconsommateur est trop souvent un religieux qui s'ignore», dites-vous. Pourquoi?

L'idée qu'il faille voter avec son porte-monnaie est la victoire suprême de l'idéologie consummatrice. Elle signifie que nos pensées rebelles et nos actes de révolte devraient être économique-compatibles; elle marque la victoire de l'économisme —c'est-à-dire de la réduction de nos personnalités à une seule dimension— et fait de nous toujours plus des forçats du travail et de la consommation, fût-elle «éthique». Ce mouvement est doublement religieux. D'une part, historiquement, puisqu'il plonge ses racines dans l'histoire religieuse avec la notion thomiste de «juste prix» comme dans l'héritage de Saint-Simon, de Charles Gide, etc. D'autre part, parce qu'il renoue avec l'image du pur, du parfait, du nouveau Cathare, bref avec la posture religieuse de la mortification. Beaucoup «d'objecteurs de croissance» jouent ainsi à «plus décroissant que moi tu meurs»...

Pour une culture de la gratuité

Vous avancez l'idée que «la société de consommation n'a pu se développer que parce que quelque chose a disparu, quelque chose qui fut anéanti et dont on a

1 «Le coût scolaire à charge des familles, enquête 2004-2005», www.liguedesfamilles.be/doc/cout_scolaire_dv.pdf

2 Test des compétences des élèves de 15 ans, originaires de 48 pays (initiative OCDE).

3 Richesse mesurée d'après l'indice économique, social et culturel (ESCS) moyen des parents.

Une dépense annuelle de 500 € n'est peut-être pas un obstacle infranchissable pour une famille ouvrière, mais elle constitue assurément un frein considérable. Elle envoie en tout cas un signal négatif. «*Comment serons-nous perçus en cas de difficulté de paiement? Notre enfant ne sera-t-il pas marginalisé si nous ne pouvons lui offrir les activités facultatives? Devons-nous l'envoyer dans un milieu homogène qui n'est pas le sien?*» Et que dire lorsque la note se multiplie par deux ou trois? Et lorsqu'on élève seul(e) son (ses) enfant(s)? Ou si l'on est chômeur?

A *contrario*, ces mêmes coûts agissent comme un signal positif à l'adresse des familles aisées, dont l'«investissement» supérieur se traduit en équipements et locaux plus confortables pour des enfants pour-tant privilégiés dès la naissance.

À qui profite le crime?

Pourquoi la gratuité n'a-t-elle jamais été ne fût-ce qu'approchée? Pourquoi est-elle aujourd'hui réduite à une formule incantatoire? Pourquoi tout espoir de l'atteindre semble-t-il enterré? Avancions trois hypothèses⁴. Et allons-y crûment! Primo, les frais scolaires garantissent à merveille l'homogénéité sociale des écoles «d'élite», à laquelle tient tant une certaine classe de parents (l'épisode tragi-comique des files d'attente du 30 novembre dernier aura au moins eu le mérite de l'illustrer — *ndlr*, voir l'article de G. Vlaeminck en p.22). Secundo, la misère de l'enseignement fait bien les affaires, c'est le cas de le dire, d'entreprises privées prêtes à vendre leurs services à des parents

disposés à tous les sacrifices financiers pour doper les chances de leurs enfants sur un marché du travail toujours plus féroce-ment livré à la loi de la jungle. Tertio, la dualisation sociale et professionnelle, sinon créée, du moins reproduite par l'école, répond aux besoins de l'économie capitaliste actuelle. D'un côté, il lui faut un faible pourcentage de travailleurs de très haut niveau (issus des écoles d'élite). De l'autre, une masse d'exécutants peu qualifiés, formés sur le tas au gré des mouvements d'un marché en proie à une concurrence exacerbée (les jeunes issus des écoles «poubelles» feront l'affaire)⁵.

Pour une école démocratique

À l'opposé de ces options cyniques, nous voulons que les injustices sociales cessent de se traduire en inégalités scolaires. Loin de la résignation de trop de «responsables», nous refusons que l'école reproduise un ordre établi prétendument naturel. Elle doit, au contraire, servir de levier pour une émancipation collective. Et elle n'y parviendra que si elle offre à tous les jeunes ce dont les plus privilégiés jouissent aujourd'hui dans leur milieu familial.

L'APED avance obstinément dix propositions⁶. Pour l'essentiel, nous prônons une école de base commune de 6 à 15 ans, offrant à tous une formation générale et polytechnique, et dotée d'un encadrement suffisant pour zéro décrochage. Pour créer l'indispensable mixité sociale, un seul réseau, forcément public, et une affectation des élèves aux écoles selon leur domicile et les revenus du ménage. Et bien sûr la gratuité. Ce projet a un coût. Question de volonté politique. Même si l'actualité ne laisse que peu d'espoir dans l'avenir immédiat, nous en appelons à un sursaut véritablement démocratique. L'école pour tous ne vaudrait-elle pas, plus que BHV, une crise politique? Et si réforme de l'État il doit y avoir, pourquoi l'enseignement ne pourrait-il pas en sortir renforcé? ■

Philippe Schmetz

Enseignant, militant à l'APED

Les dangers du créationnisme*

Les enjeux pour l'enseignement des sciences en Europe

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe vient d'adopter une résolution (n°1580/2007) intitulée «*Les dangers du créationnisme dans l'éducation*». Cette résolution «*s'oppose fermement à l'enseignement du créationnisme en tant que discipline scientifique, ou dans tout cadre disciplinaire autre que celui de la religion*». Pour rappel, le créationnisme est un courant de pensée qui rejette la théorie de l'évolution, jugeant qu'elle est incompatible avec la croyance en la création de l'univers et des organismes vivants par un être transcendant. Or, les scientifiques considèrent la théorie de l'évolution comme le cadre explicatif rationnel le plus cohérent pour intégrer l'ensemble de nos connaissances concernant le vivant et ses origines. Diverses formes de créationnisme existent: le créationnisme «jeune terre» interprète à la lettre les textes relatifs à la Genèse, et affirme que l'univers a été créé il y a 6 000 ans; le créationnisme «vieille terre» admet que l'univers est beaucoup plus ancien, mais nie le phénomène d'évolution biologique; une forme plus récente du créationnisme accepte une évolution qui serait «dirigée» par une entité supérieure.

Pour mieux comprendre les enjeux, il est utile de retracer brièvement l'histoire des mouvements créationnistes. Depuis la publication du livre de Darwin (*L'Origine des espèces*, 1859), la théorie de l'évolution a toujours fait l'objet d'attaques de la part de certains mouvements religieux (tout au moins leurs tendances les plus conservatrices). Tout au long du XX^e siècle, les mouvements créationnistes chrétiens américains ont mené un incessant combat pour remplacer l'enseignement de l'évolution par une interprétation littérale des textes sacrés. Depuis une dizaine d'années, ils ont adopté une stratégie plus subtile, en revêtant des apparences scientifiques, avec le mouvement du «Dessein Intelligent» (*Intelligent Design*, ID). Celui-ci ne rejette pas le fait que les espèces vivantes aient évolué, mais affirme que le monde vivant est tellement complexe et parfait

qu'il ne peut résulter que de l'action d'une intelligence supérieure, qui aurait conçu les premiers êtres vivants et guidé leur évolution jusqu'à nos jours. Cependant, les arguments présentés en faveur de la théorie de l'ID, s'ils peuvent paraître déroutants pour une personne non avertie, ne résistent pas à une analyse scientifique. En particulier, comme l'hypothèse de l'ID fait appel à une explication surnaturelle pour rendre compte de la complexité du vivant, elle ne peut être ni validée ni invalidée par des expériences ou des observations et sort donc du cadre scientifique. Plus important encore, au-delà de son discours pseudo-scientifique, le mouvement de l'*Intelligent Design* revendique un agenda politique consistant à instaurer une morale chrétienne fondamentaliste en tant que valeur de référence pour l'ensemble de la société.

Une autre forme de créationnisme revient actuellement en force en Turquie avec la «*Fondation pour la recherche scientifique*» (BAV). Le fondateur, président d'honneur et membre le plus actif de ce BAV, est Harun Yahya, auteur de l'*Atlas de la Création*, dont le premier volume, un luxueux ouvrage de 770 pages, a été envoyé gratuitement à des milliers d'établissements scolaires en France, Belgique, Suisse, Italie, Espagne et dans d'autres pays. Dans ce cas, il s'agit d'un créationnisme qui ne se limite pas à nier les mécanismes évolutifs proposés par Darwin, mais nie le fait même de l'évolution. En termes d'argumentation, le livre constitue une manipulation grossière et malhonnête des données paléontologiques, allant jusqu'à nier les évidences afin de rejeter toute évolution. Tout comme les tenants de l'ID, Harun Yahya est animé par un projet politique. Il propose de détruire les fondements du matérialisme, et prône une certaine lecture du Coran comme fondement de vérité et de morale, afin d'atteindre la paix entre les peuples tout en instaurant la primauté d'une forme particulière et extrême du religieux sur le politique.

Outre l'impact médiatique de tels mouvements fondamentalistes, il est plus inquiétant encore de constater qu'ils trouvent un relais politique efficace au sein de plusieurs pays européens, dont les autorités adoptent officiellement des idées créationnistes et attaquent la biologie de l'évolution. Cela a été le cas notamment sous le gouvernement italien de Berlusconi, mais aussi en Serbie, en Russie, en Pologne. La théorie de l'*Intelligent Design* a trouvé un écho favorable auprès de la précédente ministre hollandaise des sciences.

Il est important de souligner qu'au sein de chaque religion coexistent une grande diversité d'opinions concernant l'acceptation de l'évolution biologique et l'interprétation des textes sacrés. L'utilisation de thèses créationnistes à des fins politiques ne reflète donc ni les positions officielles des religions, ni l'opinion de l'ensemble des communautés croyantes. On doit se féliciter de l'adoption de la résolution 1580 qui établit clairement les distinctions essentielles entre les différents plans de la science, de la croyance, et leurs enseignements respectifs. «*L'objectif de la présente résolution n'est pas de mettre en doute ou de combattre une croyance [...] Il faut separer la croyance de la science. Il ne s'agit pas d'antagonisme. Science et croyance doivent pouvoir coexister*». Le texte ne s'attaque pas non plus au choix d'inclure ou non des cours de religion dans les programmes scolaires. Ce que le texte dit, c'est que le créationnisme n'est pas une matière scientifique, et qu'il ne doit donc pas être enseigné *dans les cours de sciences*.

En dépit de la position extrêmement claire du Conseil de l'Europe, pas moins d'un tiers des parlementaires présents ont voté contre la résolution (25 voix contre, 48 pour). Les votes négatifs proviennent essentiellement du Parti Populaire Européen (PPE), avec un

© AFP

La théorie de l'évolution est le cadre explicatif rationnel le plus cohérent pour intégrer l'ensemble de nos connaissances du vivant et de ses origines.

bon nombre de représentants de pays de l'Est et d'Italie. On compte également parmi les «non» un représentant de la Belgique, Luc Van Den Brande, qui préside le groupe PPE/DC. Comment interpréter ces votes négatifs? Ces parlementaires pensent-ils, à l'encontre des académies des sciences de 67 États qui se sont prononcées en faveur de l'enseignement de l'évolution, que le créationnisme mérite le statut de théorie scientifique? Ou alors considèrent-ils qu'une doctrine religieuse doit faire partie des cours de sciences à l'école secondaire? Une telle position nous semble incompréhensible. ■

* Cette carte blanche a déjà été publiée dans *Le Soir* des 24-25 novembre 2007. Nous avons néanmoins jugé utile de la republier dans *Espace de Libertés*.

Signataires:

Charles Susanne (VUB-ULB), Jacques van Helden (ULB), Bruno André (ULB), Henri Alexandre (UMH, ULB), Thierry Backeljau (KBIN), Philippe Baret (UCL), Benoît Bourguine (UCL), Claude Bragard (UCL), Philippe Claeys (VUB), Guy Coppo (ULB), Pierre Coulon (IRScNB), Luc Crevits (UG), Felice Dassetto (UCL), Jean-Christophe de Biseau (ULB), Charles De Canière (ULB), Walter Declair (UA), Frits De Vree (UA), Bernard Feltz (UCL), Marie Jo Gama (ULB), Jean-Claude Gregoire (ULB), Thierry Hance (UCL), Roland Hauspie (VUB), Anne-Laure Jacquemart (UCL), Eddy Keppens (VUB), Luc Leyns (VUB), Anne Lombart (Ecole Decroly), Henri Maraite (UCL), Mark Nelissen (UA), Rosine Orban (IRScNB, ULB), Laurence Perbal (FNRS, ULB), Jacques Reisse (ULB), Jean Richelle (ULB), Ariane Toussaint (UCL), Ludwig Triest (VUB), Philippe van den Bosch de Aguilar (UCL), Martine Vercauteren (ULB), Rudi Verheyen (UA), Etienne Vermeersch (UG), Walter Verraes (UG), Marcel Voisin (UMH), John Wérenne (ULB).

4 Lire Nico Hirtt, de *L'école sacrifiée* (EPO 1996) à *L'école de l'inégalité* (Labor/Espace de Libertés 2004) ou les analyses du site de l'APED [Appel Pour une École Démocratique], www.ecoledemocratique.org

5 G. de Sélys et N. Hirtt, *Tableau noir. Résister à la privatisation de l'enseignement* (EPO 1998). Nico Hirtt, *Les nouveaux maîtres de l'école. L'enseignement européen sous la coupe des marchés*. (EPO 2002).

6 «Vers l'école commune», <http://www.ecoledemocratique.org/spip.php?article341>.

THEATRE NATIONAL

Avantage pour nos lecteurs!

10 places pour le spectacle «Incendies» de Wajdi Mouawad au Théâtre National

le 23 janvier 2008 à 19h30

Téléphonez vite au 02 627 68 11, pour deux places maximum.

Théâtre National, bd Emile Jacqmain, 111-115, 1000 Bruxelles.

Réchauffement ou refroidissement climatique?

Des recherches systématiques des enregistrements paléoclimatiques continus, existant dans les sédiments des grands fonds océaniques et dans les deux grandes calottes glaciaires actuelles du Groenland et de l'Antarctique, montrent que le climat de la terre, au cours des deux derniers millions d'années, a été fait d'une alternance de périodes froides (glaciations) et de périodes chaudes identiques à la situation mondiale actuelle. Les mécanismes naturels (astronomiques et atmosphériques) qui contrôlent ces alternances ont ainsi provoqué depuis *Homo habilis*, une trentaine de cycles «chaud-froid» dans lesquels la période chaude n'a chaque fois duré qu'environ 10 000 ans.

Dans cette évolution naturelle, les climats actuels constituent un stade paroxysmal et final d'une période chaude, puisque celle-ci dure déjà depuis 11 640 ans. Les mécanismes universels naturels doivent donc nous conduire inévitablement vers une nouvelle période froide, dont il faut savoir qu'elle impliquera un abaissement de la température moyenne annuelle qui atteindra 10 à 15°C selon les endroits du globe. Cette dégradation climatique sera accompagnée d'un abaissement du niveau des océans d'une centaine de mètres. De plus, les données scientifiques montrent que des refroidissements naturels de 5 à 8°C sont survenus généralement en quelques décennies, par exemple à vingt-cinq reprises au cours des cent derniers milliers d'années. Ces «coups de froid» sont donc beaucoup plus puissants que le réchauffement climatique anthropique, et s'ils se déclenchaient inévitablement, l'impact du réchauffement climatique ne serait plus perceptible que sous la forme d'une légère atténuation du refroidissement.

Ce processus de refroidissement impliquera donc la dégradation, voire la disparition, des activités économiques non seulement côtières actuelles, mais aussi dans toutes les

régions actuellement tempérées du monde qui seront frappées par un froid et des gelées insupportables tant pour leurs habitants —nous, entre autres— que pour leurs activités économiques. À l'échelle séculaire, le niveau des océans n'a jamais été stable; il n'a aucune raison de le rester, quel que soit le sens des variations climatiques à venir. Dans le cas évoqué ici, l'humanité devra donc faire face à des courants migratoires d'une intensité sans commune mesure avec les mouvements socioéconomiques actuels et s'opérant dans des sens inversés, à savoir des moyennes latitudes vers les latitudes intertropicales et le sud-est asiatique.

Une multitude de variations

Les scientifiques spécialisés dans la modélisation du réchauffement climatique anthropique travaillent sur les seules conséquences de l'accroissement des gaz à effet de serre (GES), sans tenir compte de l'influence des facteurs naturels qui ont commandé et continueront de commander les changements climatiques. Il s'agit ici des variations: du rayonnement solaire, du rayonnement cosmique, des propriétés non anthropiques de notre atmosphère, des courants marins, etc... À ces causes de variations, il faut ajouter des facteurs géologiques comme les grandes éruptions volcaniques et autres impacts cométaires qui sont aléatoires, mais susceptibles de provoquer des coups de froid planétaires de plusieurs degrés en quelques mois. À l'influence combinée de tous ces facteurs, il faut ajouter les réactions climatiques en chaîne. Par exemple, un refroidissement provoqué par l'émission de grands volumes de poussières volcaniques et d'aérosols dans l'atmosphère fait baisser la température de plusieurs degrés pendant plusieurs années, ce qui étend la surface des neiges pérennes, ce qui augmente

l'albedo (réflexion du rayonnement solaire), ce qui diminue la température du sol, ce qui diminue la température de l'air, ce qui...

Il nous faut constater que les médias, d'une part, pratiquent l'amalgame en attribuant tous les événements climatiques exceptionnels au réchauffement climatique naissant et, d'autre part, occultent des causes non climatiques qui sont à la base des mêmes événements. Pourtant, l'accroissement exponentiel de la population mondiale et de sa consommation est le seul facteur responsable de l'accroissement des gaz à effet de serre (GES). Le film d'Al Gore (*Une vérité qui dérange*) constitue un document pilote en matière médiatique, car il est diffusé à travers le monde. Cependant les différents volets de ce documentaire doivent être replacés dans un cadre plus large que la seule influence des GES. En voici quelques exemples!

Dans le passé, l'accroissement des concentrations des GES a tantôt précédé, tantôt suivi les périodes de déglaciation (= réchauffements climatiques majeurs), et quand bien même il l'a précédé, il a dû être commandé, dans ces cas précis, par un ou d'autre(s) facteur(s). Les GES ne sont donc pas le générateur principal des variations climatiques.

La fonte des glaciers a commencé dès le début du XIX^e siècle, soit bien avant l'accroissement de la concentration des GES, et après une période de refroidissement climatique enregistrée dans le monde entier sous le nom de «Petit Âge glaciaire».

Si le réchauffement climatique conduit à la fonte partielle du permafrost, on ne cite jamais les seuls défrichements qui en provoquent la fusion bien plus rapide et plus profonde; c'est l'Homme qui en est responsable.

L'accroissement des constructions et les déforestations expliquent, bien davantage que le réchauffement climatique, les grandes crues qui surviennent dans le monde. Le

Robert Bateman (Canada), *Antartic Evening - Humpback whales*. Exposition *Melting Ice - Envisager le changement* - Bozar, Bruxelles - Jusqu'au 6 janvier 2008. Si l'art ne peut sauver la planète, il lui tend un miroir providentiel.

responsable de cette évolution est donc de toute façon l'Homme.

Le niveau de la mer a toujours varié dans le passé des humains dans une tranche de dénivellée de 100 à 150 m, avec une périodicité d'environ 100 000 ans entre les niveaux extrêmes. L'élévation du niveau des mers que provoquerait le réchauffement climatique ne serait donc pas un événement géologiquement exceptionnel. Il y a 120 000 ans, lors de la précédente période chaude, le niveau des océans était d'ailleurs environ 5 mètres plus haut qu'aujourd'hui.

La désertification n'est pas un phénomène nouveau. Au Néolithique, le Sahara était une région riche en lacs, rivières, flore et faune de gros mammifères. Sa désertification majeure ne date pas d'aujourd'hui. Quant à l'assèchement des lacs qu'on attribue systématiquement au réchauffement climatique via l'évaporation, il faut savoir qu'en général ce sont les prélèvements effectués pour l'irrigation ou la consommation, dans les rivières qui les alimentent, qui sont la cause principale de leur abaissement, voire de leur disparition. Il faut y ajouter les prélèvements dans les nappes phréatiques qui ont des conséquences identiques. Dans tous les cas, c'est

donc bien l'Homme qui est responsable.

Les changements écologiques liés au décrochage de plaques de glace de mer ne sont pas en soi une atteinte à la biodiversité; ce processus a toujours existé naturellement dans le passé géologique. Les agressions les plus graves à la biodiversité sont celles causées par les défrichements au bénéfice de l'agriculture des constructions. Le responsable est donc encore une fois l'Homme.

Une impossible stabilisation

L'ensemble des considérations évoquées plus haut conduit à quelques réflexions générales.

L'homme essaie de stabiliser le climat, mais celui-ci a toujours changé au fil des temps géologiques et, entre autres, au cours des deux derniers millions d'années pendant lesquels 30 cycles «glaciaire-interglaciaire» et 100 000 générations d'Homo se sont succédé. Tous nos lointains ancêtres s'y sont adaptés, car les variations de la composition de l'atmosphère dans les normes de centaines de ppm (partie par million) ne sont pas délétères, et ils

ont réagi aux variations climatiques planétaires par des migrations appropriées. Néanmoins, notre ancêtre néolithique, en découvrant l'agriculture il y a quelque cinq à huit mille ans suivant les régions, s'est imposé la sédentarisation et le «droit du sol»... encore une responsabilité humaine qui hypothèque lourdement les migrations climatiques à venir.

Indépendamment des remarques formulées plus haut, le film d'Al Gore a le grand mérite de faire peur, et donc de sensibiliser ses spectateurs à la nécessité de respecter l'atmosphère. Toutefois, il occulte une pollution bien plus cruelle pour l'Humanité, qui est celle du sol et de l'eau des nappes, des rivières et des océans qui, elle, a des conséquences fortement délétères. Un autre film sur ce sujet serait bien plus utile et bien plus urgent, que le climat se réchauffe ou se refroidisse.

La cause première des grandes perturbations environnementales que subit notre planète est incontestablement l'accroissement exponentiel de la population mondiale assortie d'une surconsommation des produits énergétiques fossiles. Par ailleurs, de façon paradoxale, le monde économique se rue sur les marchés chinois et indiens (entre autres) avec l'espoir de conduire ces peuples à notre niveau de consommation.

Actuellement, les responsables de la planète s'attaquent aux conséquences de cet accroissement, et non à la cause. Les Chinois, et dans une moindre mesure les Indiens, ont pourtant montré l'exemple de la politique de limitation des naissances. Toutefois, en Europe et en Amérique, les forces religieuses en refusant le contrôle démographique, pire en prêchant la multiplication, conduisent le genre humain à sa perte. ■

Étienne Juvigné

Université de Liège, Géologie du Quaternaire

Le temps de refaire le monde

Enterrée la Constitution, terminés les psychodrames: l'Europe redémarre en douceur et réfléchit. Mais 2008 ne sera pas de tout repos. Le nouveau traité doit être ratifié.

Deux images viennent en tête à l'heure d'entamer cette année 2008.

La première? Celle du (très) fédéraliste Guy Verhofstadt recevant le premier Prix du livre européen pour ses *États-Unis d'Europe*¹, au terme d'un concours parrainé par le (très fédéraliste) Jacques Delors, ancien président de la

La seconde? Celle du Britannique Gordon Brown arrivant avec plusieurs heures de retard à Lisbonne pour signer bon an mal an le nouveau traité européen.

Deux cérémonies, deux instants solennels, qui montrent à souhait que l'Europe continue à aller à hue et à dia, écartelée entre zéloteurs de la supranationalité et partisans du grand marché. Avec, en toile de fond, la montée en puissance du régionalisme des riches.

Le moment est symbolique. La Commission européenne fête ses cinquante ans en cette mi-janvier. Elle s'est bien sûr réjouie d'avoir en main un nouveau traité pour affronter les défis de la mondialisation, puisque tel est le but premier que se fixe aujourd'hui l'UE.

Mais penser que le traité va tout résoudre serait aller un peu vite. D'abord, parce qu'il fera à coup sûr l'objet d'interprétations diverses et parce qu'il n'englobe pas tous les aspects de la chose publique. En dépit d'un petit succès en matière sociale —notamment via la Charte des droits fondamentaux désormais contraignante—, l'Europe s'est surtout donné les outils nécessaires pour faire tourner son économie libérale. Plus vite, plus fort.

Surtout, le nouveau texte devra être ratifié dans les vingt-sept États de l'Union. 2008 ne sera pas une sinécure.

Une ratification en catimini

Pour écarter le spectre d'une nouvelle crise, pour éviter de répéter les échecs des référendums français et néerlandais sur la Constitution, la plupart des capitales ont opté pour une ratification en catimini, par parlement interposé. Il y a bien sûr un risque d'impondérables: comme en Belgique où le passage devant les sept assemblées compétentes est synonyme de lenteurs et d'accrocs. Il y a aussi des exceptions: en Irlande, le référendum est obligatoire. L'occasion y sera belle pour les eurosceptiques de faire à nouveau

La Vieille Europe n'a aucune intention d'abandonner un des trois postes-clés aux nouveaux États membres.

une répétition très probable de ce qui se passera en Grande-Bretagne. Il y a encore des pays où les ratifications font l'objet de dispositions particulières, comme en République tchèque. Une majorité de 3/5^e des députés y est requise. Cocasse: les Tchèques assumant au 1^{er} janvier 2009 la présidence tournante de l'UE, les voici déjà soupçonnés de vouloir tirer sur la corde ratificatoire pour donner un poids réel à ce mandat semestriel.

Au fait, ce sera un des derniers exercices du genre. Le nouveau traité institue en effet une présidence stable de l'Union européenne. Autre originalité: un Haut Représentant à la politique extérieure plus autonome, nanti d'une plus grande légitimité. Avec le patron de la Commission, ils formeront une troika qui rendra plus visible et plus efficace —sur le papier— l'action de

l'UE, en ses terres et à l'étranger. Idéalement, pour reprendre les termes de l'eurodéputé britannique Andrew Duff, le trio devra respecter «*un équilibre gauche-droite, Europe de l'Est et de l'Ouest, Nord-Sud et petits-grands pays*». La foire d'empoigne est garantie.

Commençons par préciser que la Vieille Europe n'a aucune intention d'abandonner un de ces postes-clés aux nouveaux États membres. «*Il faudra donc leur trouver quelque chose. Mais quoi? On ne sait pas encore*», explique un diplomate français.

Puis l'opposition entre partisans du «Plus d'Europe» et de «L'Europe Grand Marché» devra être transcendée par l'apposition de deux profils différents, capables néanmoins de collaborer. L'un des scénarios actuellement envisagés voit le Portugais Jose Manuel Barroso rempiler à la tête de la Commission, où il a l'heur de ne pas gêner grand monde, en particulier Londres. En face, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker deviendrait le premier président européen. Le fédéralisme qui lui vaut la méfiance et parfois la haine du bord intergouvernementaliste serait largement amorti par la multiplicité des intérêts représentés autour de la table du Conseil. Jean-Claude Juncker serait en tout cas plus acceptable que Tony Blair dont le nom fut un temps cité. On imagine mal en effet que l'homme qui a contribué à la fracture européenne à l'occasion de la guerre en Irak puisse prétendre jouer les rassembleurs.

Enfin, l'enjeu ne s'arrêtera pas à ces nominations. Les premiers couinements polémiques se font déjà entendre quant au rôle exact du futur président européen. D'aucuns craignent qu'il n'empiète sur les plates-bandes du président de la Commission. Ainsi, Karel De Gucht confiait-il au *Soir* qu'«*on peut s'attendre à ce que cette fonction fasse un peu d'ombre au président de la Commission, en ce sens que celui-ci va voir son rôle de facto se limiter aux aspects «Communauté» traditionnels*»². Autant dire qu'il gèrera pour l'essentiel le passé.

Kouchner en lice

Reste le poste du Haut Représentant, à cheval entre Commission et Conseil, rôle lui aussi à définir plus précisément. Deux noms sont fréquemment cités. Le Suédois Carl Bildt et le Français Bernard Kouchner. Pour ce

dernier, ce serait une manière prestigieuse de sortir de l'équipe Sarkozy où il s'est enfoncé. Mais il y a un hic: la désignation des trois «managers» de l'Union interviendra à l'automne 2009, moment où la France sera à la barre du navire européen. Pousser Kouchner la mettra en position de juge et partie. À moins qu'il ne démissionne opportunément avant.

«*Ça ne sert à rien de discuter de tout cela pour l'instant*», déclarait récemment le Vert Daniel Cohn-Bendit. «*Il faut attendre les élections européennes*». Aux rapports de force traditionnels s'ajoute en effet le poids des groupes politiques au Parlement. Et c'est tant mieux pour Barroso et Juncker, tous deux membres du PPE (Parti populaire européen, soit les chrétiens et assimilés), le groupe le plus important de l'assemblée, pour l'instant et sans doute pour de longues années encore. Une assemblée dont l'accès au perchoir s'ajoutera en outre au paquet de la négociation.

Et s'il devait revenir dans le circuit, quelles seraient les chances de Guy Verhofstadt? Il part avec un double handicap. Il a été défait le 10 juin. Il est fédéraliste et Londres n'en veut pas. À moins que l'on ne retrouve un intergouvernementaliste pur et dur comme titulaire d'un des trois «superjobs», profil dont le libéral flamand serait ailleurs la parfaite antithèse. Mais une telle confrontation est peu probable car, d'une guéguerre de plates-bandes, les institutions européennes passeraient rapidement à un combat des chefs. Nul n'aurait à y gagner.

D'ici là, l'Europe aura d'autres chats à fouetter. Le Kosovo, dont l'indépendance annoncée influera longtemps sur sa politique étrangère. Le défi climatique où Bruxelles devra plus que jamais chercher à imposer la voie environnementale sans renoncer à la liberté du marché. L'immigration, avec le délicat dossier de l'importation légale sur le sol de l'Union d'une main-d'œuvre étrangère choisie. L'adhésion de la Turquie, etc. Bref, l'UE a tout intérêt à bien préparer l'avenir, ce qu'elle va s'atteler à faire sur base d'une proposition du Français Sarkozy, finalement acceptée par ses partenaires européens moyennant quelques amendements.

L'ex-président du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez, ancien opposant à l'adhésion de la Turquie à l'UE, a été choisi en décembre à Bruxelles pour présider un «groupe de réflexion» sur l'avenir de l'Europe, soit

l'horizon 2020-2030. Y seront abordées les «questions fondamentales auxquelles l'Union est susceptible d'être confrontée» et les moyens d'œuvrer «pour la stabilité et la prospérité aussi bien de l'Union que de la région qui l'entoure». Autant dire que la place d'Ankara dans le concert européen reviendra fréquemment dans les discussions. Nicolas Sarkozy, qui s'était montré un farouche opposant de l'adhésion turque pendant la présidence française, est désormais certain de garder cette thématique «au chaud».

Plus concrètement, d'aucuns ont déjà une idée de ce que pourrait être ce futur européen. L'ancien député français Philippe Herzog, par exemple, propose un nouvel «Acte unique». Il s'agirait d'un plan d'action destiné à encadrer les réformes à venir. Des suggestions comme celle-là devraient se compter par dizaines dans les prochaines années.

Le chemin emprunté par l'Europe est rocaillieux. Des négociations sans grand intérêt pour les médias peuvent lui valoir bien des tourments. Ainsi la renégociation annoncée du premier paquet d'accords bilatéraux UE-Suisse pourrait culminer en 2009 par une grande campagne anti-européenne dans la Confédération helvétique. Puisque, en dépit de tous les scénarios évoqués³, le milliardaire zurichois Christoph Blocher a été sorti du gouvernement fédéral. C'en est fini de l'exception suisse qui laissait un populiste sécuritaire et xénophobe grandir tranquillement à nos portes. 2008 nous dira si ce n'était vraiment qu'un accident de l'histoire. ■

Pascal Martin

«Ça ne sert à rien de discuter de tout cela pour l'instant», déclarait récemment le Vert Daniel Cohn-Bendit. «Il faut attendre les élections européennes».

Pour le premier traité, c'était non. Et le nouveau? – Affiche de Sébastien Marchal (France) – 10^e Triennale internationale de l'Affiche politique – Mundaneum, Mons – Jusqu'au 27 avril 2008 – www.mundaneum.be

1 Guy Verhofstadt, *Les États-Unis d'Europe*, chez Luc Pire, 2005.

2 *Le Soir*, 10 octobre 2007, p.18.

3 *Espace de Libertés*, décembre 2007, n° 359, pp.20-21.

Chine: pas d'habits neufs pour la démocratie

Dans le système politique chinois, il n'y a pas de personnalités. On ne sait rien de l'homme qu'est Hu Jintao, l'actuel président, de ses goûts, de sa vie de famille. Parler de lui comme d'un être de chair et de sang, même sans aller jusqu'aux extrémités de la presse britannique avec les démêlés sentimentaux du Prince Charles ou des journaux français à propos de Nicolas Sarkozy, est tabou. En dépit du relâchement de la censure, aucun rédacteur en chef ne s'y risquerait.

Cet effacement de l'individu devant le Parti illustre une réalité de la Chine trop souvent négligée: 1,2 milliard de Chinois continuent à vivre dans une dictature. Le PC chinois parle de «dictature démocratique populaire». L'économie planifiée est tombée, la société s'est relaxée considérablement, mais politiquement, la Chine reste léniniste, fidèle à la dictature du prolétariat et de son avant-garde: le Parti communiste. Lui-même étant soumis à la règle stalinienne du «centralisme démocratique», c'est-à-dire à sa direction.

Il existe bien sûr la langue de bois proclamant haut et fort que la Chine est démocratique. Lors du 17^e Congrès du Parti communiste chinois, Ouyang Song, vice-directeur du département de l'organisation du Comité Central du PC, est apparu en public. Ce qui est rare. Pendant plus d'une heure, il a expliqué à des journalistes que l'ensemble des droits démocratiques du peuple chinois étaient «garantis» par le PC, que «*les membres du PC servent le peuple et n'ont aucun privilège spécial*». Mais au milieu de cette suite de formules creuses, il a évoqué un aspect concret de cette «démocratie» à la chinoise: «*les réformes politiques se poursuivent pas à pas et sont acquises. Il ne reste qu'à délibérer des méthodes et à les finaliser: par exemple de décider si le nombre de candidats excèdera celui des élus lors des élections*».

Paradoxalement, les plus fidèles soutiens du PC sont aujourd'hui les étrangers. Hommes d'affaires, res-

ponsables politiques, tous sont émerveillés devant les «progrès» faits par la Chine. C'est aujourd'hui la ritournelle à chaque délégation européenne. Or, cet émerveillement participe de la même langue de bois que celle des apparatchiks chinois. Les «progrès» en question sont économiques ou matériels, comme la reconstruction des villes, voire en matière de libertés informelles: liberté de choix pour un consommateur de choisir entre tel ou tel produit, de voyager à l'étranger, de choisir pour son gamin l'université qui lui est la mieux adaptée (à condition de payer)... Internet a créé un véritable espace de débats où les Chinois s'expriment librement ou rendent publiques les informations dérangeantes pour le régime, tues par la presse officielle.

Cependant l'hypocrisie est de mise chez les Occidentaux. Car en matière de libertés formelles, c'est-à-dire politiques, la Chine fait du surplace. Depuis 1949, date de la conquête du pouvoir par Mao, elle est dirigée par un parti unique. Toutes les institutions sont soumises à ses oukases: justice, syndicats, médias.... Le parti et l'État sont confondus.

La question des progrès de la démocratie en Chine relève de la controverse du verre à moitié plein ou à moitié vide. Pour les optimistes, l'économie de marché entraîne irrémédiablement la Chine vers la démocratie dite «bourgeoise», c'est-à-dire la nôtre où les partis se concurrencent à l'occasion des élections, où la presse symbole de la liberté d'expression est indépendante, où chaque pouvoir est marqué d'un contre-pouvoir et où juridiquement l'individu est à égalité avec l'État. La grande question est de savoir combien de temps il faudra à ce gigantesque pays pour atteindre ce but. Dans les débats qui agitent aujourd'hui les intellectuels en Chine, y compris ceux qui sont membres du Parti, une hypothèse de travail serait une démocratisation progressive du pays en introduisant de véritables élections des communes pour re-

monter graduellement jusqu'à la tête de l'État. Le principe de ces étapes est d'éviter de déstabiliser la société par un bond en avant brutal, tout en maintenant fermement le cap vers une sortie de la dictature. C'est aussi l'approche de bon nombre d'Européens qui, sans renoncer à la démocratie, estiment que le pire danger serait le retour de la violence politique.

Pas de juste partage des richesses

Cependant la Chine pourrait s'engager sur une voie différente. Dans leurs études sur l'économie chinoise, les économistes étrangers omettent le facteur politique. Formés au marxisme, les économistes chinois conservent le concept d'«accumulation brutale du capital». Un indicateur illustre la réalité de ce phénomène. La croissance supérieure à 10% ne s'accompagne pas d'une distribution des richesses. La part de la demande des ménages diminue. Principal moteur de la croissance, lorsque l'économie a été libéralisée il y a vingt ans, les dépenses des ménages n'assurent plus que 37% de la croissance. La raison de cette contradiction? Ne disposant d'aucune organisation pour faire entendre sa voix, le gros de la population n'a aucun moyen de négocier un partage plus juste. Le résultat est que sur l'échelle Gini, du nom d'un économiste italien des années trente, la Chine est l'un des pays où l'écart de richesse s'est creusé le plus vite au monde.

À côté d'une poignée de «happy few» végète l'essentiel de la population. Deux chiffres! Le salaire des ouvriers migrants, ces 200 millions de paysans qui quittent la terre pour trouver un travail salarié en ville, n'a que très peu progressé en quinze ans. Établi à 80 euros il y a quinze ans, il est resté à ce niveau. Quant aux produits agricoles, leur prix en yuans, devise chinoise, stagne ou ont reculé depuis 1996 alors que le coût de la vie a grimpé de trois à quatre fois. En clair, la valeur

réelle du riz, blé, légumes... est sans doute de plus de 50%. Ce «squeeze» des salaires et des revenus agricoles n'a été possible que parce que les salariés ne disposent pas de syndicats indépendants et que les coopératives agricoles restent interdites, même si certains textes récents indiquent qu'il est plus ou moins autorisé d'en créer. Mais entre la législation édictée et la pratique sur le terrain, c'est souvent le jour et la nuit en Chine.

La croissance est financée par un transfert massif des campagnes vers les villes. Le retour de l'inflation (près de 6% officiellement) indique que ce système atteint ses limites. Autre source du financement de ce que les économistes qualifient de «développement»: l'expropriation des terres. Les villes ont été refaites de fond en comble. Généralement les anciens habitants ont trois semaines pour vider les lieux. Quant aux indemnités, elles sont laissées au bon vouloir des autorités, entendez des cadres communistes. Très souvent elles se limitent à un rabais sur le prix d'un logement neuf. Les expropriés n'ont pas le choix: il faut qu'ils se relogent. Revendus à prix d'or, les terrains remplissent les caisses des municipalités et servent à financer la reconstruction des villes et donc la croissance.

Une nouvelle classe moyenne... nomenklaturisée

Quant à l'émergence d'une classe moyenne, elle existe mais pas comme on l'entend. Il ne s'agit pas d'entrepreneurs indépendants du parti, d'une sorte de bourgeoisie marchande. Cette nouvelle classe moyenne est en majorité intimement liée à la nomenklatura. Il s'agit d'une couche de fonctionnaires ou de semi-fonctionnaires, travaillant dans l'administration ou pour des sociétés industrielles anciennement «privatisées», de militaires, de policiers... Un chiffre éclaire cette réalité: sur 73 millions de membres du PC, seulement 3,8 viennent d'«entités non étatiques» selon le jargon officiel, ce qu'on appellerait le «privé». C'est cette couche qui a vu ses revenus augmenter le plus vite.

Le PC ne détient pas seulement le monopole du pouvoir politique, il contrôle aussi en grande partie l'économie. Les sociétés «privatisées» restent aux

© Reuters/Stringer Shanghai

«Ne disposant d'aucune organisation pour faire entendre sa voix, le gros de la population n'a aucun moyen de négocier un partage plus juste des richesses».

maines de la hiérarchie interne du PC. Ces sociétés sont cotées en bourse, du moins une partie de leur capital. Toutefois, ceux qui les dirigent ont accédé à ces positions grâce à leur promotion à l'intérieur du parti. Ils ont pour certains d'entre eux passé un MBA étranger, reçoivent des stock-options, comme n'importe quel PDG occidental, à ceci près qu'ils ont pris jeunes leurs cartes et restent fidèles au régime qui a assuré leur ascension sociale.

On peut se demander jusqu'à quel point l'ambition du parti n'est pas de créer une couche, une sorte de «bourgeoisie d'État» se servant des avantages de l'économie de marché tout en préservant l'autoritarisme hérité du communisme pour en tirer le maximum de bénéfices matériels. Dans ce cas, la Chine ne se dirigerait pas vers la «démocratie parlementaire» mais vers une oligarchie.

Il y a des précédents historiques. L'Espagne de Franco dans les années soixante a connu aussi son «miracle économique». La Russie de Poutine aujourd'hui également. Singapour est le prototype de cet «autoritarisme ouvert sur le monde». Au pouvoir depuis 1959, pratiquement depuis aussi longtemps que Fidel Castro, Lee Kuan Yew a installé un système politique inspiré des structures du communisme tout en ouvrant largement les portes aux multinationales.

Un tel système n'offre que des avantages aux multinationales occidentales. Devenue l'«usine du monde», la Chine est parée de toutes les vertus pour un investisseur ou un acheteur de produits. La «compétitivité» chinoise, c'est d'abord l'absence de protection sociale et juridique des salariés. Cependant,

ce n'est pas seulement la possibilité d'employer un personnel abondant qui ne peut revendiquer qui attire en Chine les firmes internationales ou leurs acheteurs. Elles économisent aussi le «coût» de plus en plus lourd que représente la lutte contre la pollution et le réchauffement de la planète. D'où ce double visage des grandes marques internationales, notamment de vêtements de sport, qui sur les marchés où elles vendent, l'Europe et les États-Unis, se targuent d'aimer la Nature et en même temps, s'approvisionnent auprès de fournisseurs chinois qui, eux, rejettent dans les cours d'eau ou l'atmosphère leurs déchets polluants sans les traiter.

Dans les années soixante, le célèbre économiste américain Kenneth Galbraith évoquait la fin du capitalisme dans son livre *Le Nouvel État industriel*. Il expliquait que la création d'entreprises de plus en plus grosses finirait par générer un système économique soumis aux seuls intérêts des «bureaucraties» internes à ces entreprises au détriment des salariés, des actionnaires, des consommateurs et des élus, c'est-à-dire de la démocratie. Audacieusement, il établissait un parallèle entre l'URSS et les États-Unis, présentés comme les deux faces de la même pièce bien qu'antagonistes. La Chine réalise la fusion de ces deux systèmes. ■

Bruno Birolli

Le titre et les intertitres sont de la rédaction.

Retour sur un décret

Les files de novembre

Le spectacle des files devant certaines écoles, à la fin du mois de novembre, aura renforcé les craintes de tous ceux qui redoutent les dérives de notre enseignement sur les voies de la marchandisation. On fait rarement, en effet, la queue par plaisir. On n'affronte pas les rigueurs des nuits d'automne sans motivation profonde. Seule l'importance de l'enjeu peut justifier de pareils sacrifices. La récompense attendue doit être à la mesure des efforts consentis. À l'exemple du commerce douteux qui s'organise autour des spectacles les plus courus ou des grandes rencontres sportives, la démonstration permet de supposer que les parents qui ont fait preuve d'un tel stoïcisme étaient prêts à consentir bien d'autres sacrifices encore...

La «bonne» école est donc devenue une denrée rare qu'il faudra dorénavant dé-

crocher à force de courage et d'abnégation. Dans le cadre de l'exercice du droit à l'éducation, garanti par la loi, la situation est pour le moins étonnante.

Le phénomène a toutefois été limité à un petit nombre d'écoles: celles qui doivent désormais s'attendre à l'assaut annuel des parents en quête du meilleur pour leur progéniture. Et tant pis pour les autres qui ne peuvent évidemment supporter la comparaison avec ces écoles de référence.

Plus que d'autres, les écoles libres ont été prises d'assaut. On peut raisonnablement s'interroger sur les multiples motivations qui ont présidé à ces excès dans ces institutions. La volonté des parents de dénoncer spectaculairement ce qu'ils considèrent comme une insupportable atteinte à la liberté de leur école a vraisemblablement joué un rôle déterminant. Sans doute est-il grand temps que ces institutions s'interrogent enfin sur les conséquences de l'égalité de traitement et de financement qu'elles ont obtenue, il y a vingt ans, et qui devraient les convaincre de s'aligner sur les exigences minimales du service public. Au moment où la récente enquête PISA souligne une nouvelle fois les énormes inégalités qui caractérisent notre système éducatif, le droit à l'éducation peut difficilement s'accommoder de la présence permanente d'un réseau d'écoles qui revendique son autonomie de manière récurrente au nom d'une spécificité religieuse de façade. Ne faudrait-il pas s'interroger sur la pertinence de la cohabitation de différents réseaux et préconiser de plus en plus fermement la création d'un réseau unique d'enseignement public et laïque?

PISA nous montre également que les pays qui se maintiennent en tête du classement disposent d'un système éducatif parfaitement cohérent, développé tout au long d'une scolarité de huit ou neuf années, au sein d'institutions qui visent prioritairement, peut-être même exclusivement, le développement de toutes les potentialités des jeunes personnalités qui leur sont confiées, l'épanouissement de l'élève et

son émancipation en vue de le mener au seuil de choix responsables, tout en évitant soigneusement les pièges de la sélection et du redoublement.

Le phénomène que nous venons de vivre rappelle que chez nous le choix d'un «bon» établissement se fait à 12 ans, au beau milieu de la scolarité obligatoire, alors que certaines différences de niveaux dans les acquis scolaires se sont marquées déjà depuis six ans. Il est étonnant de constater combien le pouvoir normatif s'obstine à focaliser son souci de rénovation sur cet «âge pivot», donnant l'impression que ce qui précède est de moindre importance. Sans ignorer ce que le contrat de la Ministre Arena a prévu pour améliorer l'école primaire, il faut bien relever que beaucoup de lacunes qui sont dénoncées chez nos jeunes de quinze ans sont déjà bien présentes dès l'enseignement fondamental.

Le «bon» choix a également favorisé l'enseignement général. Aucune école technique ni professionnelle n'a connu le phénomène des files. Ce sont elles cependant qui préparent aux professions les plus demandées par notre économie. Il est vrai que ces choix (qui sont trop souvent apparentés chez nous à des fatalités) viennent généralement plus tard. Il n'empêche que la localisation des écoles à succès a bien rappelé combien notre société continue à préférer la cravate au bleu de travail, le bureau à l'atelier, le statut d'intellectuel au travail manuel..., hiérarchisant les filières d'études qui y conduisent.

Veiller à renforcer pour chacun le droit à une éducation efficace est évidemment une intention louable. Viser à mêler davantage les populations scolaires l'est tout autant. Mais il reste qu'on ne change pas une société en transformant l'école et que c'est bien la première qui, avec ses traditions, ses habitudes, ses préjugés continue à déterminer le fonctionnement du système scolaire. Pour le modifier, il faudrait un large consensus et les parents ont montré, avec la complicité des médias, qu'il n'existait pas. Il est heureusement plusieurs pistes pour changer l'école et en améliorer l'efficacité. Celle d'un vaste débat parlementaire, qui pourrait remettre en question des structures séculaires de plus en plus inadaptées, reste sans doute à privilégier. ■

Guy Vlaeminck

Président de la Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente

Le «démoniaque» est-il à l'œuvre parmi nous?

François Meyronnis, ça ne sent pas le fagot!

Parmi les disciples de Philippe Sollers, François Meyronnis occupe une place particulière par son style d'intervention, sa manière d'illustrer, de porter les intuitions philosophiques du Maître, adversaire du nihilisme. Sa voix n'est pas commune, prophétique et pleine d'inflexions modernistes. L'écrivain a sa rhétorique propre —son «apocalyptique», faudrait-il écrire—, avec des inversions inattendues («*Elle ne s'oppose pas au Consortium, la terreur*»; «*Elles s'autonomisent, les puissances de la perte*»), ses emprunts à la langue familière («la *ragougnasse* des rentrées littéraires»), régionale («une *parlure* d'abjection»), technique («Chacun *flocule* dans l'errance»; «les nazis souhaitaient *matricer* les corps parlants») ou branchée («la *cinglerie* rivalise de zèle avec la rigueur scientifique»).

Si l'on ajoute qu'il lui arrive de forger des néologismes («un malheur humide et *croque-morteux*») ou de flirter avec la science-fiction (la «Chose»), on n'a aucune peine à imaginer le tableau: Meyronnis frôle parfois la prudhommerie, le parler suffisant cher à M. Prudhomme, la créature d'Henry Monnier. On ne sait trop sur quel ton précis, inspiré ou infatué, il faut dire des phrases telles que celles-ci, contaminées par l'ubuesque: «*L'Évangile de la vengeance abhorre la matrice*», «*la logomachie creuse de l'humanisme glisse sur la banquise du dérisoire*» ou «*un vide-ordures virtuel plane au-dessus de leurs têtes*».

D'accord, ce n'est pas du Valéry, me direz-vous, mais pourquoi tout un chacun devrait-il se conformer aux lois du classicisme? Dans cette prose un peu décalée, il doit y avoir un message tout de même qui est bon à prendre en ces temps de désorientation sociale. Je ne le nie pas, même si je trouve que ledit message, n'en déplaît au messa-

ger, sent beaucoup moins le fagot que la soutane. Examinons d'un peu plus près le dernier assemblage de Meyronnis; il porte un titre choc: *De l'extermination considérée comme un des beaux-arts*¹. Si je parle d'assemblage, c'est que l'auteur n'écrit pas en continu, il procède par paliers de réflexion séparés par des astérisques.

Remarquons tout d'abord que le livre s'inscrit sur un fond d'an-

Sous le procès instruit contre Littell et Houellebecq se profile le ciseau de la censure.

goisse, la peur atomique toujours recommencée et parfois justifiée, hélas, force est de le reconnaître. Meyronnis donne volontiers dans le catastrophisme, mais ce n'est pas «un catastrophisme éclairé» comme celui de Jean-Pierre Dupuy. À travers la critique de deux romanciers-phares de notre époque, Jonathan Littell et Michel Houellebecq, il vise la société gestionnaire et tentaculaire, ce qu'il nomme le Consortium, «pouvoir délocalisé» à forte tendance égalisatrice ou franchement niveleuse.

D'entrée de jeu, on est dans l'excès de langage, caractéristique des Savonarole de tout poil: le «démoniaque» est à l'œuvre parmi nous, mes chers frères —que dis-je?— en chacun de nous. C'est l'Esprit du vide (remarquez la majuscule). Autrefois on eût dit: «*nous sommes possédés*»; on préfère de nos jours habiller autrement son combat

clérical, sa nostalgie du bon vieux manichéisme, et l'on tient pour représentatifs du nouveau *Zeitgeist* ultramoderne des broyeurs de noir comme Houellebecq qui n'est jamais qu'un cas particulier, influencé lui aussi d'ailleurs par la science-fiction. L'exercice suppose une capacité à recycler dans un discours panique, volontiers prêcheur, quelques braves lieux communs sur la vengeance et le ressentiment, censés travailler les pervers frustrés que nous sommes tous devenus apparemment depuis que Dieu est mort.

Le comble du simplisme est atteint lorsque Meyronnis prétend distinguer le vrai visage, nazi donc exterminateur, de nos sociétés désormais acquises, paraît-il, à la logique du biopouvoir. Selon la formule éculée, tout ce qui est excessif est insignifiant. Sous le procès instruit contre Littell et Houellebecq se profile le ciseau de la censure. L'auteur, hygiéniste, se sent clairement investi d'une mission: prévenir les insensés qui risquent de se laisser contaminer par le virus «littélo-houellebecquien» et leur offrir le seul remède qui vaille encore, l'Amour (prononcez l'Amûr, et si possible avec la bouche en cul de poule). Allons, mes chers frères, réfléchissez: oubliez la modernité suicidaire, il est plus que temps de coiffer la tiare papale et de renoncer au bonnet phrygien qui vous a fait tant de mal! ■

Michel Grodent

1 François Meyronnis, *De l'extermination considérée comme un des beaux-arts*, Paris, Gallimard, coll. L'Infini (dirigée par Philippe Sollers), 208 p., 17 €.

De la banalité du mal au faux mystère des génocides

Face aux génocides —et particulièrement à celui des Juifs perpétré par les nazis—, règne encore et toujours, dans le grand public, mais également chez bon nombre d'historiens, une forme d'incompréhension indignée. Réputé inhumain, le massacre systématique fait figure d'insondable mystère. Deux ouvrages récents viennent nous éclairer davantage.

À certains égards, tout se passe comme s'il s'agissait d'un phénomène religieux qui ne serait abordable que par la voie de la sacralité sentimentale, sans qu'une raison autre que divine ne soit supposée intervenir dans le déclenchement des événements. Le génocide prouverait l'existence du diable: ce serait «le diable probablement», pour reprendre le titre d'un film de Robert Bresson. Et les bonnes consciences, heureuses finalement de ne pas devoir aller plus loin, n'auraient d'autre ressource que de se lamenter sur la chute originelle, la faillite de la créature, son défaut de fabrication.

Il est toujours salutaire qu'un chercheur vienne nous rappeler que les meurtriers de masses étaient des hommes normaux, «des gens comme vous et moi», selon l'expression consacrée, et ne relèvent pas, pour la plupart en tout cas, d'une pathologie mentale qui les destinait, dès leur naissance, à se muer en tueurs. Dans *Les Exécuteurs*¹, la démonstration menée par Harald Welzer, directeur de recherches en psychologie sociale dans une université allemande, n'est pas de celles qui plairont aux esprits purs, cultivant une haute idée d'eux-mêmes. On ne refermera pas son livre sans éprouver une certaine angoisse. Qu'aurions-nous fait placés dans les mêmes circonstances que certains soldats de la Wehrmacht? Telle est sans doute, soixante ans après, la seule bonne question pédagogique et les vertueuses commémorations organisées par de vertueux présidents de la République n'y change-

ront rien. Il faut tenter de regarder la vérité en face. Seule manière, croyons-nous, de prévenir le retour de la catastrophe.

Foncièrement relativistes, du fait qu'elles accordent la plus grande importance à la situation dans laquelle sont placés les acteurs, les explications de Welzer ne se formulent ni en termes de viol de conscience, ni en termes de prédispositions à tuer ou à faire souffrir, repérables et mesurables scientifiquement. C'est en ce sens que l'expression de Hannah Arendt appliquée à Eichmann, *la banalité du mal*, garde toute sa pertinence. Moralement, l'exécuteur de basses œuvres a des convictions telles qu'elles déterminent son passage à l'acte: dans un certain cadre de références qui prescrit l'élimination des Juifs, si l'on ne veut pas être éliminés par eux, il se voit comme un bon soldat qui «fait bien son job» et peut se permettre de considérer son rôle «salutaire» avec le détachement d'un professionnel.

Le regard des autres

Plus que d'obéissance, il faudrait parler ici d'auto-persuasion, car l'exécuteur est très soucieux de son image sociale, du regard que les autres portent sur lui, de la conformité de ses actes avec l'idéologie dominante, une formule que Welzer n'emploie pas, sans doute parce qu'elle sous-entend un rapport de soumission *absolue* à l'autorité, un rapport d'hypnotisé à hypnotiseur, une dépossession radicale de ses

facultés critiques. Précisément, la réinterprétation du fameux test de Stanley Milgram (reconstitué dans le film de Verneuil, *I comme Icare*) ouvre au chercheur des perspectives moins réductrices sur les marges de manœuvre dont disposaient les exécuteurs lors d'une action contre les Juifs. On en connaît le principe: un «instructeur» choisi au hasard reçoit de l'expérimentateur l'ordre d'infliger à un «élève» une décharge électrique, chaque fois qu'il répond mal à une question posée, et d'augmenter la dose à mesure qu'il se trompe. Ce qu'ignore l'«instructeur», c'est que l'élève étant complice de l'expérimentateur, l'expérience vise à tester sa capacité à résister aux injonctions d'une autorité.

Le plus frappant et le plus inquiétant réside dans «la décision d'obéir» que l'«instructeur» prend à un moment donné de l'expérience. Dans le cas des *Einsatzgruppen*, les groupes d'intervention chargés de l'application de la Solution finale en Europe de l'Est, la décision dépendait de plusieurs facteurs psychologiques dont la loyauté envers le chef, l'esprit de corps, une sorte d'instinct grégaire. Le contexte mental, le «cadre référentiel» militaro-nationaliste, jouait puissamment contre toute forme d'anti-conformisme. Mais il n'y a là rien d'exceptionnel. Le chapitre 41 du *Discours sur la première décade de Tite-Live*, par Machiavel, s'intitule crument: «Que la patrie doit être défendue soit avec ignominie, soit avec gloire; et, quelle que soit la façon, elle est bien défendue.»

En d'autres termes, Dieu —Hitler en l'occurrence— proposait et ses fidèles serviteurs disposaient (interprétaient) dans la mesure de leurs moyens. L'antisémitisme d'État avait de nombreux avantages, rappelle Welzer. D'une angélique simplicité, il désignait une cible claire, réputée source de tous les malheurs et de tous les complots, il fédérait autour d'elle les cœurs et les énergies. Pour les Aryens proclamés, les nouveaux élus, le manichéisme était financièrement profitable, faisant passer l'argent des sous-hommes dans la poche des surhommes. Le missionnaire nazi se sentait pleinement justifié de s'enrichir au détriment des «parasites» et d'éliminer la souillure, mais également le danger, qu'ils incarnaient. Même si elle connut des poussées de sadisme (un sadisme moins inattendu que ne le croient les purs esprits, aveugles en temps de paix aux dérives toujours possibles de leur propre société), l'élimination, plutôt mal vécue par les exécuteurs, prit de plus en plus un tour «scientifique». La technicité, avec sa parcellisation des tâches, permettait de dépersonnaliser les victimes: à la limite, au sens propre comme au sens figuré, on ne les voyait plus.

Comparaisons

Les tuer avant qu'ils ne nous tuent: la terrible logique des nationaux-socialistes allait s'observer ailleurs, au Rwanda et en Yougoslavie. L'auteur invite prudemment à des comparaisons. Le modèle qu'il dégage à partir de l'étude de l'Allemagne hitlérienne est-il transposable partout? Les hasards de l'édition font que la publication en français de son livre coïncide avec celle de la traduction de l'ouvrage d'Iris Chang consacré aux massacres de Nankin, perpétrés par l'armée japonaise en 1937². Même s'il comporte une part d'exagération (il n'y aurait pas eu 300 000, mais entre 50 000 et 90 000 victimes), même s'il faut nuancer certaines pages trop catégoriques sur le silence prolongé des élites nippones après la guerre, ce reportage dans le passé, œuvre d'une jeune journaliste sino-américaine qui se suicida en 2004, à l'âge de 36 ans, a toujours valeur d'avertissement.

À la fin de son introduction, l'auteure cite une phrase de George Santayana, un grand penseur d'outre-Atlantique à peu près inconnu en France³: «*Ceux qui ne peuvent se rappeler le passé sont condamnés à le répéter*».

Les massacres se suivent, mais ne se ressemblent pas nécessairement. Le lecteur qui ne craint pas d'être vivement choqué apprendra, en lisant *Le Viol de Nankin*, à connaître tous les détails de l'horreur (le sort réservé aux femmes dépasse toute imagination). «*Le récit de la cruauté déployée par l'être humain à l'encontre de ses semblables est une longue et triste litanie*», confirme Iris Chang qui, d'emblée, cherche à expliquer l'attitude scandaleuse des soldats japonais par leur soumission à un code éthique enseigné dans des écoles «*structurées comme des unités militaires miniatures*». Maltraités durant leur enfance et leur adolescence, les jeunes gens se vengent sur l'ennemi lorsqu'ils sont incorporés dans l'armée. Ils seront les meilleurs exécutants d'une volonté de puissance qui est une volonté de revanche contre tous ceux qui privent la nation de son espace vital.

Iris Chang rappelle qu'une zone de sécurité où se réfugiaient les persécutés fut délimitée à Nankin à l'initiative de la vingtaine d'Européens qui, demeurés sur place, étaient les témoins indignés du massacre. Parmi eux, et ce n'est pas, en l'occurrence, la chose la moins étonnante, un certain John Rabe, un Allemand, «le leader du parti nazi local»! La narratrice ne cache pas le vif intérêt que suscita en elle cette figure décidément atypique de «nazi au grand cœur», finalement réduit au silence par les autorités de son pays, désireuses

■ *Auschwitz, plus jamais!* Marta Toporowska (Pologne) – 10^e Triennale internationale de l'Affiche politique – Mundaneum (voir p.18).

Michel Grodant

² Iris Chang, *Le Viol de Nankin. 1937: un des plus grands massacres du XX^e siècle*, traduit de l'anglais par Corinne Marotte, préface de Robert Frank, Payot, 384 p., 25 euros.

³ Tout de même, chez Métropolis, *Santayana ou l'Amérique du bon ton*, de Daniel Pinkas [2003].

¹ Harald Welzer, *Les Exécuteurs. Des hommes normaux aux meurtriers de masse*, traduit de l'allemand par Bernard Lortholary, Gallimard, Les Essais, 368 p., 22 euros.

Une oubliée de l'histoire: Emma Goldman

«Un peu de beauté dans nos vies», c'était ce que réclamait Goldman, figure de proue du mouvement ouvrier américain, sortie de l'oubli par une pièce de théâtre de Howard Zinn¹.

Née en Lituanie le 27 juin 1869, cette fille rebelle dès son plus jeune âge refuse de se soumettre à son sort tout tracé, identique à celui de ses semblables. Ce sont les événements de Chicago en faveur des huit heures en 1886 qui détermineront à dix-sept ans le reste de sa vie alors qu'elle a émigré aux États-Unis. C'est avec le procès truqué contre les anarchistes à la suite de «l'affaire du Haymarket» qu'Emma renforce sa prise de conscience de la réalité des conflits sociaux. Engagée dans une usine de Manhattan, elle y organise les travailleuses, presque toutes d'origine immigrée. Dès ce moment-là, Emma Goldman devient une des figures du mouvement ouvrier américain du tournant du siècle, payant à plusieurs reprises de sa personne, notamment lors de ses deux années de prison. Mais la militance et le rôle de cette femme ne s'arrêtent pas à cette dimension. Elle ne cessera durant toute sa vie de revendiquer, dans la continuation de son engagement anarchiste, l'émancipation de la femme et le droit de choisir sa sexualité. Avec l'arrivée de la guerre de 14-18, Goldman prône en toute logique un pacifisme intransigeant qui lui vaut d'être expulsée vers la Russie où elle est une observatrice très critique de la révolution bolchévique dont elle se distance des aspects autoritaires dans *Mon désenchantement en Russie*. Elle continue à prôner l'idéal anarchiste et participe à la guerre d'Espagne, avant de mourir à Toronto au Canada en 1940, à l'âge de 71 ans.

«Très influent à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle en Europe et aux États-Unis, l'anarchisme comme philosophie politique avait été éclipsé, après 1917, par le mouvement communiste et sa sujétion à l'URSS. Mais les mouve-

ments sociaux des années 1960 ont changé cela. Une approche anti-autoritaire et anti-étatique, de même que la culture de la liberté dans la musique, le sexe et la vie en communauté ont conduit à un regain d'intérêt pour l'anarchisme. Après des décennies d'oubli, Emma Goldman redevient une figure importante, particulièrement pour le mouvement des femmes, mais aussi pour d'autres mouvements politiques»². Et pourtant, «j'étais frappé de n'avoir jamais, du lycée à la licence, croisé son nom en étudiant l'histoire de ce pays. C'était une expérience que j'avais déjà vécue lorsque, à l'issue de mes études, j'avais commencé à m'informer sur des gens et des événements qui, d'une façon ou d'une autre, ne cadraient pas avec l'histoire officielle: Mother Jones, Big Bill Haywood, John Reed, le massacre de Ludlow, la grève du textile de Lawrence, l'affaire du Haymarket et bien d'autres. Les gens dignes d'être étudiés étaient présidents, industriels, héros militaires mais jamais leaders syndicaux, radicaux, socialistes, anarchistes. Emma Goldman ne cadrerait pas»³. C'est ainsi que l'historien Howard Zinn⁴ explique dans son introduction les raisons qui l'ont poussé à écrire une pièce de théâtre, jouée pour la première fois en 1975, sur les années américaines d'Emma Goldman. Les différents aspects de ses quarante-huit premières années, y compris ses amours tumultueuses, sont retracés par de courts tableaux se suivant chronologiquement. Mais l'auteur ne se contente pas de raconter la vie de son héroïne, il replace les combats de celle-ci dans le contexte de l'époque mais aussi dans un cadre plus large qui interroge notre époque. Ainsi des discussions entre Emma et son compagnon Alexandre Berkman, dit Sasha, marxiste de stricte observance, bien résumées par cet extrait:

© AHP

Emma Goldman, un engagement anarchiste mais aussi émancipateur.

«Emma (plus douce): Tu ne comprends pas, Sasha? Nous ne pouvons pas tous vivre comme vivent les plus opprimés. Nous devons avoir un peu de beauté dans nos vies, même au cœur des luttes.»⁵

La mise en pratique des idées, le recours systématique à l'action directe, le refus des concessions aux principes sont ainsi au cœur de la pièce, tout autant que les concepts théoriques et tactiques du mouvement ouvrier. La question de la violence est ainsi abordée à plusieurs reprises, lors de l'attentat manqué de Berkman contre un patron, tout comme dans un discours de Johann Most, un des compagnons d'Emma: «Chaque année, trente-cinq mille ouvriers meurent dans leurs mines et leurs usines. À chaque génération, les fils des ouvriers sont massacrés dans leurs guerres. Et ils nous accusent d'être violents! (...) Que les choses soient claires. La violence contre les innocents? Jamais. La violence contre l'opresseur? Toujours!»⁶.

En une centaine de pages comprenant les annotations scénographiques, Howard Zinn retrace ainsi la vie d'une militante oubliée, nous en faisant toucher la profonde humanité. ■

Julien Dohet

Pour une déflation éthique

Officiellement, le libéralisme politique l'a emporté dans le monde occidental et il voudrait qu'un État impartial nous laisse mener notre vie personnelle comme nous l'entendons.

Rien n'est moins sûr. Prenons le domaine, toujours névralgique de la sexualité. La libéralisation de celle-ci est incontestable. Songeons à l'acceptation légale et réelle des minorités sexuelles, à la facilitation du divorce etc... Mais ce n'est qu'un pan de la réalité. De l'autre côté, la criminalisation de la pornographie et des pratiques sadomasochistes, l'aggravation des peines pour les infractions d'ordre sexuel, le débat pour mettre la prostitution dans l'illégalité.

Le philosophe français Ruwen Ogien¹ voit dans tout ceci les conséquences néfastes d'une vision maximaliste de l'éthique ou de la morale qui maximalise les devoirs moraux que nous avons envers nous-mêmes au lieu de nous en tenir à ce qui ne peut nous amener à nuire à autrui.

Il s'oppose là à la tendance ultra-dominante de la philosophie occidentale. La responsabilité de Kant en la matière est considérable. Kant assimile la masturbation au viol et plus fondamentalement, il assimile les activités sexuelles à un «appétit» qui nous conduit à nous servir de quelqu'un, ce qui est moralement douteux.

Tous ne sont pas aussi méfiants vis-à-vis de la liberté de chacun pour sa propre conduite, mais seul John Stuart Mill peut servir de référence clairement inverse.

Ruwen Ogien propose une éthique minimaliste et, pour lui, trois principes suffisent et pas plus: l'indifférence morale du rapport à soi-même, la non-nuisance à autrui et l'égalité considération de chacun.

Adeptes de la philosophie analytique anglo-saxonne, Ogien analyse préci-

sément les raisonnements qu'on se donne pour résoudre le débat et relève les contradictions tant des moralistes que des cours et tribunaux.

Il s'en prend en particulier au recours au concept de «dignité humaine» qui sert à justifier des normes légales dans des affaires strictement privées ainsi qu'à celui de «consentement» qui sert à de multiples usages, l'interdiction de la prostitution ou celle du lancer de nain. Il montre les difficultés du raisonnement et le paravent derrière lequel on se réfugie bien souvent. Il s'agit par exemple de la gratuité en matière sexuelle. Mais en quoi un acte non payant serait-il moralement spécifiquement condamnable? Les plus grands crimes sont justement gratuits et lorsqu'on pousse les moralistes maximalistes dans leur retranchement, ils n'évoquent plus qu'un jugement moral.

En fait, Ogien veut lutter contre le paternalisme qui se cache derrière le maximalisme moral. Il veut montrer que tout cela n'est pas neutre politiquement. Le maximalisme sert le conservatisme en ce qu'il sert à affirmer une forme de référence transcendante alors que dans la tradition progressiste, ce qui donne assise aux droits, c'est «la longue his-

toire de leur reconnaissance en conséquence de luttes politiques et de débats philosophiques (...) et qu'ils répondent à toutes sortes d'intérêts légitimes (...) et qu'ils forment un ensemble cohérent».

Ruwen Ogien est critique à l'encontre de l'exaltation du thème des valeurs morales. Comme il le dit plus clairement par ailleurs²: «l'appel incantatoire aux valeurs morales ne fait souvent que masquer des attaques contre les droits et les libertés individuels». ■

Patrice Dartevelle

1. Ruwen Ogien, *L'éthique aujourd'hui. Maximalistes et minimalistes*, Gallimard, Folio essais, Inédit, 2007, 253 pp.

2. *Le Monde* 2 du 3 mars 2007.

Communiqué de presse du CAL

Position prise par l'Ordre des pharmaciens: la clause de conscience n'est pas absolue

Choqué par les déclarations médiatiques d'un pharmacien de Ruisbroek, le Conseil Central des Communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique est intervenu auprès du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens. Pour rappel, un pharmacien s'était exprimé dans les médias avouant faire valoir sa clause de conscience pour refuser —au nom de la loi supérieure religieuse (catholique)— de délivrer ce qu'il considère comme des médicaments «immoraux» tels que des moyens contraceptifs, des produits utilisés pour pratiquer l'euthanasie ou encore la pilule du lendemain. Il déclarait en informer sa clientèle en apposant une affichette à son comptoir. Ce pharmacien relayait évidemment la position rappelée récemment par le pape Benoît XVI à l'occasion d'un congrès international des pharmaciens catholiques sur le droit à l'objection de conscience des pharmaciens.

Le Conseil Central Laique (CCL) a écrit à l'Ordre des pharmaciens pour souligner que le droit à l'objection de conscience prévu par le Code déontologique pharmaceutique n'est pas un droit absolu qui supplanterait tous les autres droits. La continuité des soins et les droits des patients doivent également être assurés comme le prévoit d'ailleurs ce même Code déontologique. Les pratiques que le CCL dénonce avec fermeté sont loin d'être anodines. Elles représentent un réel danger de dérive susceptible de mettre en péril les fondements même de notre démocratie attachée à la pluralité de conceptions et au principe de séparation de l'Église et de l'État.

L'Ordre des pharmaciens a réagi rapidement et confirmé cette interprétation des règles déontologiques en indiquant qu'un pharmacien confronté à un problème de conscience se devait de rediriger le patient vers un confrère qui se chargera de la délivrance du médicament. Par ailleurs, lors de périodes de garde, la conviction personnelle du pharmacien devra céder le pas au droit du patient à la continuité des soins. En d'autres termes, le pharmacien concerné se verra tout de même obligé de procéder à la délivrance du médicament.

Le droit à l'objection de conscience d'un pharmacien ne pourra donc plus mettre à mal les droits fondamentaux des patients. ■

(17 décembre 2007)

1 Howard Zinn, *En suivant Emma*, Marseille, Agone, 2007.

2 p. 24.

3 pp. 7-8.

4 Voir notre recension de son autobiographie in *Espace de Libertés* n°346 d'octobre 2006, p. 27.

5 pp. 68-69.

6 p. 47.

BHV - 7 novembre 2007

Fin d'un modèle ou mise en scène de la démocratie?

Sans revenir sur le fond, le vote de la scission de BHV à la commission de l'Intérieur de la Chambre le 7 novembre 2007 est assez symptomatique de l'évolution de notre modèle démocratique.

cordons sanitaires ne posait apparemment plus aucun problème à personne»².

Le 7 novembre fut présenté dans la presse francophone comme une gifle, peut-être inconsciemment par analogie avec le *kaakslag* flamingantisme, l'expression utilisée par le Mouvement flamand pour stigmatiser toute concession faite aux francophones et ressentie comme une gifle.

Dans le même ordre d'idées, Yves Desmet (*De Morgen*) élargit le propos et voit dans cet épisode et dans les négociations gouvernementales «l'impuissance absolue de dépasser sa propre rhétorique et de commencer à développer une certaine empathie pour la logique et les arguments de l'adversaire»³.

Cette attitude se caractérise par le recours à un langage brutal (faut-il rappeler la petite cuillère de sucre et la mûre, l'opiniâtreté de Madame Non d'un côté, les oukases «onbespreekbaar» de l'autre,...), à des métaphores militaires (la bombe à retardement, le champ de bataille,...), à une vision manichéenne du monde et au mépris de l'adversaire.

La conviction selon laquelle la force d'un argument est proportionnelle en équivalence aux décibels émis gagne de plus en plus de terrain.

Dans cette campagne électorale permanente, la chose publique se voit réduite à des clichés, les adversaires sont caricaturés et diabolisés, les arguments et la logique cèdent la place au mantra du bon droit de chacun. Tout appel à la modération est contre-carré comme étant une atteinte à la liberté d'expression, et les certitudes absolues et les modèles explicatifs simplistes prennent le pas sur la raison et la complexité.

Olivier Starquit

Alechinsky aux Musées royaux des Beaux-Arts

Sous le signe du serpent

Le 8 novembre 1948, lorsqu'Appel, Corneille, Constant, Jorn, Noiret et Dotremont signent l'acte fondateur du groupe *Cobra*, c'est Dotremont qui a choisi le nom, certes acronyme des trois capitales (Copenhague, Bruxelles, Amsterdam), mais aussi redoutable reptile au venin foudroyant qui fascine le poète. Savait-il qu'en Inde, la femme qui désire enfanter adopte un cobra? Car *Cobra* sera fertile, en hommes et en événements et tel Ouroboros, le grand serpent cosmique, en *Roue libre*, il se mord la queue pour mieux s'auto-féconder, enserrant dans ses anneaux des artistes français, anglais, suédois, islandais, sud-africain et américano-nippon. Lorsque Pierre Alechinsky les joint en 1949, il fraye depuis longtemps avec les reptiles, son père médecin n'a-t-il pas pour emblème le caducée de Mercure, deux serpents enlacés? Et par ce père juif, il ne peut ignorer le serpent d'airain mosaïque ni le terrible Léviathan du Livre de Job, probable cousin du *Midgardorn* scandinave provoquant comme lui des marées lorsqu'il boit, des tempêtes quand il s'ébroue et des éruptions volcaniques lorsqu'il éternue. Alechinsky retrouvera sa trace au pied du volcan de Ténériffe, les coulées de lave rejoignant la figure emblématique de l'ophidien. Et puis qui peut ignorer le serpent biblique qui tenta Ève et fit chasser Adam du paradis? Pour le punir, Yahvé le priva de ses pattes et le condamna à ramper dans la poussière, le ramenant ainsi à sa condition originelle, celle d'une ligne, une abstraction en mouvement ondulatoire bien propre à séduire notre peintre.

En 1951, Dotremont et Jorn hospitalisés au Danemark le chargent d'organiser la *Deuxième* (et dernière) *Exposition Internationale d'Art Expérimental Cobra* à Liège, son ami Michel Olyff se charge de l'affiche qui arborera un hiératique serpent chaldéen. Mais voici venu le temps de la mue, *Cobra* perd ses dernières écailles, s'arrête à bout de souffle et Alechinsky part s'installer, définitivement, en France.

Il publie en 1967, *Le Test du Titre*, résultat d'une expérience collective ju-

© MRBAB

Pierre Alechinsky, *Central Park*, 1967

bilatoire: 61 titulaires d'élite lui offre à profusion des titres de tableaux. Le serpent sera mis à l'honneur par Erro qui lui propose un «King Snake», Joyce Mansour imagine «Le serpent sans halo» tandis qu'un Michel Butor proluxe accouche d'un «Hé, hé, tout s'écroule, l'épagneul est en capilotade; les fleurs étaient artificiellement fourrées de serpents et avec toutes ces peaux de bananes que les gosses ont glissées sous les escabeaux, j'en connais qui n'en mènent pas large...»

Cette même année, séjournant à New York, il découvre de sa chambre le panorama de Central Park, les sentiers serpentant au milieu de la végétation vont se transformer sous son pinceau en un monstrueux ophidien bien propre à séduire André Breton qui dut y voir à l'instar de Jung «un vertébré qui incarne la psyché inférieure, le psychisme obscur, ce qui est rare, incompréhensible, mystérieux».

En 1972, il commet avec son comparse Christian Dotremont, *Brassée sismographique*, une œuvre à quatre mains où l'on épingle dans le logogramme: «le

soleil en perle de serpentement en fête / de nature d'herbe en gerbe de volcan».

Pierre Alechinsky a toujours affirmé: «Je suis un peintre qui vient de l'imprimerie», aussi a-t-il souvent croisé la serpente, ce papier très fin et transparent utilisé pour protéger les gravures des livres ou encore la serpentine, une technique à base de taches qui rappelle la peau du reptile.

Lors de la conférence de presse, l'artiste, dont on fête les quatre-vingts ans, a parlé de son exposition rétrospective —quelque deux cents œuvres— comme d'une longue phrase qui se déroulerait sur les cimes, j'y vois tout aussi volontiers un formidable python, le descendant de celui qui fut tué par Apollon, le dieu de la beauté, et dont chaque mue serait une des toiles de l'artiste — bravant hautement *Le Feu* en se glissant parmi *Les Hautes herbes*. ■

Ben Durant

«Guidé par les six serpents cardinaux, l'Imagier voyageur enferme la parole des Esprits dans les coffrets à onguents.»

Jacques Lacomblez

Alechinsky de A à Y, Musées Royaux des Beaux-Arts, 3, rue de la Régence, Bruxelles. Jusqu'au 30 mars 2008. Fermé le lundi. Tél. 02 508 32 11 – www.fine-arts-museum.be – Catalogue par Michel Draguet.

© M. M.

Un clin d'œil de Gérald Wathélet à la situation belge – Le Musée du Costume et de la Dentelle (Bruxelles) consacre une exposition rétrospective à ce couturier belge – Jusqu'au 27 janvier 2008.

Luc Vander Kelen y voit «le jour où la Flandre s'est comportée en puissance impérialiste»¹ donnant la priorité à la loi du nombre et non au consensus. Yves Desmet y voit une véritable scène de théâtre politique.

Évoquant la manière dont les médias ont relaté ce fait, Luckas Vander Taelen (*De Morgen*) revient sur l'importance et la subjectivité du choix des mots: ainsi si les médias flamands ont qualifié l'événement d'historique (cet adjectif, victime d'une sursaturation médiatique bénéficie toutefois d'une connotation positive), la presse francophone a préféré l'adjectif *dramatique*, certes moins positif. Pour Luckas Vander Taelen, le seul aspect historique de cette journée fut le fait que «pratiquement aucun journaliste flamand ne fit observer que la mise en pièces du

1 Luc Vander Kelen «Een bittere nederlaag voor Leterme», *Het Laatste Nieuws*, 08 novembre 2007.

2 Luckas Vander Taelen «Historisch? Neen, hysterisch», *De Morgen*, 14 novembre 2004: cette indignation présente dans la presse francophone a paradoxalement été moins prépondérante concernant les élections danoises et le poids de l'extrême droite pour la formation d'une coalition.

3 Yves Desmet, «Moet echt alles wat kan?», *De Morgen*, 15 septembre 2007.

4 Yves Desmet, «Klein pleidooi voor de redelijkheid», *De Morgen*, 17 novembre 2007.

5 Éric Hazan, *Changement de propriétaire, la guerre civile continue*, Le Seuil Paris, 2007, p. 33.

Béjart, du petit écran au Palais des Sports

Maurice Béjart, mort à 80 ans en novembre 2007, était en pleine préparation de son dernier ballet: «Le tour du monde en 80 minutes». Un ballet désormais posthume, créé à Lausanne fin 2007, et visible au Palais des Sports de Paris, début février. Un clin d'œil à Jules Verne et un dernier lieu populaire à faire vibrer: Béjart n'aura raté aucune des étapes d'une vie incroyablement riche en créations. Christian Jade risque un itinéraire subjectif sur une œuvre découverte... à la télévision, en 1955.

Mes parents sont parmi les premiers Belges à s'être payé un «petit écran» TV en 1953, à l'occasion du couronnement de la Reine Elisabeth II d'Angleterre. L'expérimentation des premières années nous donnait à la fois des «variétés», pour moi débiles, et des fins de soirée exceptionnelles, que je n'aurais ratées pour rien au monde. «Lectures pour tous» de Desgraupes et Dumayet, venus de France, et puis à la RTB (INR, jusqu'en 1960), «Cinéma de minuit» et les premiers Bergman et Fellini, le relais de Salzbourg pour l'opéra... Et puis, un soir d'octobre 1955, surgit un curieux zombie nommé «Symphonie pour un homme seul»,

d'un certain Béjart: un vigoureux combat homme/femme, sans décor, sans tutus ni gracieusetés classiques, sans «musique» non plus, puisque la «musique concrète» de Pierre Henry et Pierre Schaeffer était tout sauf «classique». J'avais 16 ans et découvrais donc la danse... par l'approximatif «petit écran». La télé de service public était bien audacieuse, à l'époque, forte de son monopole, et Béjart avait déjà senti «son XX^e siècle», par une collaboration avec des instruments, le cinéma et la télé, qui font hurler les puristes, encore aujourd'hui. Jusqu'en 1963, il laissa ainsi filmer une vingtaine de ses ballets. Quel homme d'intuition!

La Belgique allait lui faire un deuxième cadeau: en 1959, Maurice Huisman, directeur du Théâtre de la Monnaie, lui permettait de créer l'inoubliable «Sacre du printemps», avec ses guerriers et guerrières en mal d'amour d'une force expressive fracassante et deux solistes de rêve, Tania Bari et Germinal Casado. Toute une génération d'étudiants, et un public de plus en plus populaire, allaient, à partir de là, guetter la moindre de ses apparitions. Avoir assisté aux toutes premières représentations du «Boltéro», avec la gracieuse

© François Paolini

Douchka Sifnios, affrontant la meute de ses prétendants, avant de le revoir plus tard avec le superbe Brésilien à la crinière blonde Jorge Donn: inoubliable. Inoubliable aussi d'avoir pu voir Béjart lui-même, l'homme au regard bleu acier, danser, en 1961, un «Webern» qu'il n'a jamais repris. Ou encore ces hilarantes «Variations pour une porte et un soupir» (1965), titre surréaliste, «musique concrète» de Pierre Henry, où des bruits incongrus accompagnent la journée de sept danseurs, du ronflement à la mort en passant par la fièvre et la gymnastique. Béjart a ébloui toute une génération qui lui doit d'avoir aimé la danse sous toutes ses formes, expérimentale et populaire, toujours expressive et savoureuse, remuant le ciel et les corps dans un énorme appétit de vivre. La IX^e de Beethoven allait lui permettre de quitter la Monnaie pour un endroit plus populaire, le Cirque Royal, élargissant l'audience publique à tout un peuple.

Après la danse à la télé, la danse dans des lieux qui ne font pas peur au public non cultivé: deuxième intuition géniale. C'était une autre époque, celle du «théâtre élitiste pour tous», où Jean Vilar lui offrait la consécration du Festival d'Avignon en 1967, premier chorégraphe jamais invité à Avignon, avec sa fameuse «Messe pour le temps présent».

Dans la foulée de son succès, désormais international, Béjart a une troisième et décisive intuition: fonder une école internationale de danse à Bruxelles, Mudra. Transmettre non seulement le savoir technique de la danse mais le théâtre, le cinéma, les arts plastiques; et l'ouvrir aux danseurs du monde entier, sans distinction de race ou de nationalité. Le goût de Béjart pour l'universel concret, du culte du corps à la mystique, catholique par éducation, soufie ou orientale par adoption: c'est son testament spirituel, qui laisse en marge les critiques sur une œuvre éclatée, qu'il regardait lucidement. «*Sur la quantité*, disait-il, *on jette, il n'y en a pas beaucoup qui sont bons, peut-être cinq ou six choses qui ne sont pas mauvaises*». Orgueil et lucidité». *Pas un seul chorégraphe n'a suscité autant d'amour pour la danse que lui*». Prononcé par Anne Teresa De Keermaeker, cet éloge vaut épitaphe. ■

Christian Jade

Vantongerloo au Musée Matisse

Un pionnier de la sculpture moderne

Anversois d'origine, Georges Vantongerloo (1886-1965) se réfugie aux Pays-Bas en 1915, il possède d'ores et déjà un beau et double métier, à la fois comme peintre et comme sculpteur. Côté peinture, il a assimilé et régurgité le néo-impressionnisme de Rik Wouters et côté sculpture, il travaille à la manière de Constantin Meunier, manifestant dès ses débuts, un intérêt particulier pour une approche globale des questions plastiques. Ce qui lui vaudra d'apposer, en 1917, sa signature au bas du manifeste du *Stijl* auprès de Piet Mondrian et de Théo Van Doesburg. Son art bascule dans la non-figuration, recherchant en ronde-bosse les inter-

vue *De Stijl*, puis en ouvrage *L'Art et son avenir* en 1924. Ses écrits témoignent également de sa fascination pour les théories chromatiques de Newton.

La guerre finie, il quitte la Hollande pour le sud de la France et s'installe à Menton en 1921. Son travail s'assimile alors au *Gesamtkunstwerk* cher au Bauhaus: un art total englobant peinture, sculpture, architecture et arts décoratifs. Mais la plupart de ses projets —ville gratte-ciel, aéroport et pont— sont de nature utopique et rompent avec toute vraisemblance fonctionnelle, Vantongerloo fonctionnant sur l'expérimentation des principes spatiaux

et les rapports dynamiques entre pleins et vides. En 1928, il remonte sur Paris, où de sa rencontre avec son ancien concitoyen, Michel Seuphor, et le peintre Torres-García naîtra un groupe et une revue éphémère *Cercle et carré* en 1930. Il enchaînera avec Auguste Herbin en 1932 la création du groupe «Abstraction-Création» dont l'impact et le succès international leur vaudront l'adhésion d'une cinquantaine de membres. À partir de 1937, il rompt avec la stricte rigueur de la ligne et aborde la courbe. Mais tout en restant un artiste déductif, il

abandonne les formules algébriques pour se tourner vers les systèmes de variantes et certains tableaux de cette période portent des titres en forme de fractions.

En 1937, il met définitivement fin à ce qu'il appelle sa «période vérifiée géométriquement» qu'il avait initiée en 1917. Vantongerloo s'éloigne dorénavant des sentiers battus et lorsqu'il expose en 1946 au premier Salon des Réalités nouvelles à Paris, ses travaux

sonnent comme un manifeste personnel. Plus que jamais, il souhaite explorer l'espace et mettre sa sculpture en apesanteur. Il utilise volontiers le fil de fer et le nickel qu'il torsade autour d'un noyau, signifiant clairement son besoin de cosmogonie.

De 1950 jusqu'à sa mort survenue en 1965, il poursuivra, de manière prométhéenne, cette volonté de dépasser les limites des trois dimensions physiques pour essayer d'intégrer l'œuvre d'art à l'univers, suscitant alors des constructions aériennes en plexiglas de couleur à travers lesquelles se réfractent la lumière et qui feront de lui un artiste cinétique marginal. Heureusement pour lui, après la Seconde Guerre mondiale, sa rencontre avec Max Bill lui vaudra une amitié quasi filiale qui lui permettra de trouver une écoute en phase avec ses recherches et un réconfort matériel dans les années difficiles. C'est d'ailleurs grâce à Max Bill qu'il connaîtra deux importantes rétrospectives en 1951 à Zurich et en 1962 à Londres.

Un an après son décès, le groupe belge *Géofom* lui rend hommage à la galerie bruxelloise Montjoie et publie un portfolio de six sérigraphies signées Emiel Bergen, Gilbert Decock, Jo Delahaut, Henri Gabriel, Victor Noël et Henri Verdren en 1967. Le Musée d'Art Moderne de Bruxelles organisera sa première rétrospective en 1981. Aujourd'hui, on ne peut que se réjouir de l'initiative du Musée Matisse pour nous livrer une exposition savamment orchestrée et richement dotée d'œuvres plastiques, mais encore de documents et de photos originales, due en majeure partie aux prêts accordés par Chantal et Jakob Bill, les héritiers de l'œuvre de Vantongerloo. ■

Ben Durant

«Mes recherches, mes impulsions, mes relations: je suis de l'époque de la lampe à pétrole».

Georges Vantongerloo, 1961

Musée Matisse, Palais Fénélon-59360 - Le Cateau-Cambrésis (France). Jusqu'au 2 mars 2008. Fermé le mardi. Tél.: 00 33 (0)3 27 84 64 50. Catalogue sous la direction de Jean-Étienne Gris-lain, Gallimard.

Un bel héritage de politique culturelle

Le Musée d'Ixelles, fondé en 1892, a bénéficié de conservateurs astucieux et de la générosité de quelques grands collectionneurs: il fait figure de petit bijou au charme discret. Nicole d'Huart, sa conservatrice, a cédé la place à une jeune historienne de l'art, Claire Leblanc. L'occasion de dresser un bilan et d'entrevoir des perspectives nouvelles.

lité, sur base de quelques thèmes précis. Enfin, un humour... littéraire éclaire les tableaux, accompagnés de textes de grands voyageurs, de Dürer à Chateaubriand, de Montaigne à Stendhal. Rien de pontifiant: que du vécu, délicieux ou redoutable. Des conseils pratiques: manier sa monture sans être la risée des autres; plus coquin: «voulez-vous une jeune religieuse?» (*sic*); plus dramatique: des pèlerins traités comme des vagabonds. Et les tableaux répondent à ces craintes des voyageurs, sur une route semée d'embûches: quel guet-apens les menace, quelle catastrophe naturelle les attend—des tempêtes marines à la très belle éruption du Vésuve? Le charme de l'exposition vient surtout de la beauté des paysages, des architectures, des gens croqués sur le vif, et pas seulement en Italie. Les villes du Nord, leurs canaux, leurs fleuves, leurs ports, l'ambiance sur les routes et dans les haltes de passage, auberges minables ou paysages alpestres parfois redoutables, nous montrent—avec quelle élégance—la vraie «aventure» d'un voyage en Europe, avant l'invention du chemin de fer et du guide du routard.

Ch. J.

De Nicole d'Huart...

Depuis 1987, Nicole d'Huart, docteur en histoire de l'art de l'ULB, disciple de Philippe Roberts-Jones, a été la conservatrice du musée. Elle avait accompagné pendant vingt autres années son prédécesseur qu'elle vénère, Jean Coquelet, comme assistante puis conservatrice adjointe. Quarante ans de présence: belle continuité. Jean Coquelet savait mettre la main à la pâte, dit-elle, pour refaire son musée selon des critères modernes. Il avait une vraie familiarité amicale avec les artistes (Magritte, Delvaux, Jespers), étant lui-même dessinateur et photographe. Enfin, il a donné sa réputation à ce musée en lançant des expositions temporaires de prestige, deux à trois par an: Magritte, en 1959 et Spilliaert en 1961, bien avant leur célébrité universelle. Nicole d'Huart a poursuivi cette ambition avec, entre autres, «Art déco en Belgique», «Turner en Europe» ou encore «Die Brücke». Ses fiertés: elle a toujours favorisé les jeunes artistes belges contemporains en organisant, simultanément aux grandes expositions, une exposition parallèle de jeunes talents. Grâce au mécénat privé, elle a pu et financé des expositions ambitieuses et coûteuses et rénover l'actuelle salle d'expositions temporaires, qui était plutôt une salle des fêtes communale. Son principal mécène, la Banque J.P.Morgan, a d'ailleurs été récompensé, cette année, par un «Caius» de la fondation Promethea pour son soutien au musée. Elle a su aussi dialoguer avec le pouvoir communal.

... à Claire Leblanc

Depuis juillet, Claire Leblanc, une autre historienne d'art de l'ULB, passée par Gand et les Musées du Cinquantenaire, a pris la relève. Elle entend bien développer l'héritage, en revalorisant les collections permanentes Exemple: l'été 2008, dans une expo «Belle Époque», coproduite avec le Musée d'Orsay, utiliser les trésors ixellois du legs Octave Maus, la tête pensante du «Groupe des XX». Autre axe: dépasser le cercle des «fidèles» pour conquérir d'autres publics, plus jeunes et plus métissés. Enfin, renouveler la communication, avec un site internet moderne et des publications plus fréquentes sur les richesses du musée. ■

Christian Jade

Jean-Baptiste Berlot, *Ruines d'un bain antique* – 1808 – Le Mans – Musée du Tessé.

Tous les chemins mènent à Rome, la première exposition du nouveau règne, nous entraîne, avec la peinture, les documents d'époque et les textes de grands voyageurs, dans cette énorme fascination pour l'Italie, que tout artiste et tout «honnête homme» a ressenti, de la Renaissance à nos jours. Dominique Vautier, la commissaire (et auteur du très beau catalogue publié par le Fonds Mercator pour le prix abordable de 25 euros) a de multiples ambitions. Elle nous invite à un voyage de quatre siècles dans la belle et vieille Europe. Nous revisitons l'histoire de l'art par des peintres peu connus mais de qua-

Tous les chemins mènent à Rome, Musée d'Ixelles, Rue Jean Van Volsem 71, 1050 Bruxelles - Tél.: 02 515 64 21 - Jusqu'au 27 janvier 2008 - www.musee-ixelles.be